Envoyé en préfecture le 30/10/2024
Reçu en préfecture le 30/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404001-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-04001

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres
en exercice = 15
Présents = 13
Votants = 11

RÉUNION DU 24 Octobre 2024

Convention Commune – AFR de GUISSENY - Prestation de Service Jeunes

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Mesdames Maud LE QUERE, Laurence GUERINET, Messieurs Mickaël CONQ et Jean-Louis BONDU, étant concernés personnellement, ont quitté la salle et n'ont pas participé au débat ni au vote.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Madame Herveline CABON, 1ère adjointe au maire en charge des politiques familiales, rappelle que lors du Conseil Municipal du 14 avril 2022, le conseil municipal s'était engagé dans le dispositif présenté par l'association Familles Rurales de GUISSENY dit : « la Prestation de Service Jeunes ». Pour mémoire la PS Jeune :

- Est un agrément délivré par la CAF ;
- Permet le recrutement d'un animateur « jeunesse » qualifié ;
- Offre d'autres services qu'un ALSH ;
- Développe la posture « d'aller-vers » ;
- Agi sur un territoire d'action défini ;
- Permet un accueil pour les jeunes, une écoute, un lieu d'échange et de rencontre ;
- Favorise les projets de jeunes.

Dans la nouvelle convention, le territoire d'action de l'association cible les communes de GUISSENY, KERLOUAN, ST FREGANT, KERNOUËS et KERNILIS, soit une population de 6 983 habitants pour 946 jeunes âgés de 12 à 25 ans (INSEE 2021)

Elle propose, pour la commune de Guissény, l'octroi, à l'association Familles Rurales Guissény, d'une subvention pour un montant global de 4 267,70 € sur la durée totale de la convention, soit 2025, 2026, 2027 et 2028.

Les versements seront effectués selon l'échéancier suivant :

- 1er versement : 60% avant le 1er février ;
- 2ème versement : 40% avant le 1er juin.

Madame Herveline CABON, rapporteuse entendue,

Envoyé en préfecture le 30/10/2024
Reçu en préfecture le 30/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404001-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 11 voix « pour,*

Article 1 : Autorise Monsieur le maire à signer la « Convention de partenariat Prestation de Service Jeunes » tel que présentée en annexe 1,

Article 2 : Autorise Monsieur le maire à verser à l'association Familles Rurales Guissény, une subvention pour un montant global de 4 267,70 € sur la durée totale de la convention, à utiliser exclusivement pour la mise en œuvre de ce projet.

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY
29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 30/10/2024
Reçu en préfecture le 30/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404001-DE

CONVENTION DE PARTENARIAT PS JEUNES



ANNÉES 2025-2028

Votre contact pour toute question sur ce dossier :

Camille ELY, Directrice de l'association
ASSOCIATION FAMILLES RURALES GUISSÉNY
Siège social Mairie, 29880 Guissény
Tél. : 06 32 01 40 82
directionafr@famillesruralesguisseny.fr

Envoyé en préfecture le 30/10/2024
Reçu en préfecture le 30/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404001-DE

CONVENTION DE PARTENARIAT PS JEUNES

Entre :

Association Familles Rurales Guissény,
Association régie par la loi du 1er juillet 1901,
Représentée par Mesdames Stéphanie BERNARD et Karine CORLOSQUET, co-présidentes, agissant en application de la délibération du conseil d'administration du .....
Siège social à Guissény, Mairie
Et désignée ci-après sous le terme « l'association », d'une part,

Et
Les « collectivités » désignées ci-après :

La commune de **Guissény**, représentée par Mr Raphaël RAPIN,
Agissant en application de la délibération du conseil municipal du

La commune de **Kerlouan**, représentée par Mr Christian COLLIOU,
Agissant en application de la délibération du conseil municipal du

La commune de **Kernouës**, représentée par Mr Christophe BELE,
Agissant en application de la délibération du conseil municipal du

La commune de **Saint-Frégant**, représentée par Mme Cécile GALLIOU,
Agissant en application de la délibération du conseil municipal du

La commune de **Kernilis**, représentée par Mme Sandra ROUDAUT,
Agissante en application de la délibération du conseil municipal du

Et désignées ci-après sous le terme « les collectivités », d'autre part,

Envoyé en préfecture le 30/10/2024
Reçu en préfecture le 30/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404001-DE

PREAMBULE

Créée en 1959 à l'initiative d'habitants, de parents et de bénévoles, l'association Familles Rurales Guissény propose aux jeunes, à leur famille et à l'ensemble des habitants, des activités et des services répondant à leurs besoins et facilitant leur vie quotidienne.

Dans le cadre d'une politique locale de développement de l'accueil des jeunes et de diversification des services proposés soutenue par le Conseil Départemental, la SDJES, la CAF et la MSA au niveau départemental, les collectivités ont souhaité soutenir ce projet associatif qui s'inscrit en complémentarité de l'offre existant déjà sur le territoire de Guissény, Kerlouan, Saint-Frégant, Kernouës, Kernilis et de la CLCL (Communauté Lesneven-Côte des Légendes).

Cette coopération locale et ce soutien des collectivités à un projet d'utilité sociale s'inscrivent dans l'esprit de la ***Charte d'engagements réciproques entre l'Etat, le Mouvement associatif et les collectivités territoriales*** signée le 14 février 2014 et l'**Appel des élus pour une économie sociale et solidaire** de juin 2015.

Conformément au cadre législatif et réglementaire national français régissant les relations entre collectivités publiques et associations de la ***Loi relative à l'économie sociale et solidaire du 31 juillet 2014*** et de la ***Circulaire relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations du 29 septembre 2015*** ;
Conformément au droit européen garantissant la concurrence et encadrant les aides d'Etat (« Paquet Almunia-Barnier » : décision de la commission du 20 décembre 2011 et règlement de la commission du 25 avril 2012) ;

Il est convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 30/10/2024
Reçu en préfecture le 30/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404001-DE

1ER ARTICLE : OBJET

La convention a pour objet de définir et préciser les modalités techniques et financières de mise en œuvre de la PS Jeunes sur le territoire de Guissény, Kerlouan, Saint-Frégant, Kernouës et Kernilis à destination des jeunes âgés de 12 à 25 ans.

L'association Familles Rurales Guissény est affiliée au mouvement Familles Rurales qui agit en faveur des familles sur tout le territoire en portant un projet humaniste et social.

L'ambition de Familles Rurales, pour la jeunesse : **« Les jeunes, une dynamique pour le milieu rural »**

- Les jeunes de nos communes : l'affaire de tous (des jeunes eux-mêmes, des parents, des associations, des collectivités locales, des institutions)
- Mobiliser les partenaires pour mener une action cohérente en direction des jeunes pour :
  - Améliorer l'accès des jeunes aux loisirs de proximité et aux vacances
  - Développer les expressions et pratiques sportives et culturelles
  - Développer l'information et les actions de prévention de proximité en direction des jeunes et de leurs parents
  - Encourager la prise de responsabilité des jeunes (participation et initiatives)
- Donner aux jeunes des espaces d'initiatives, d'expression, d'échanges, de représentation, de solidarité, de loisirs, de détente et de bien-être ; tout en valorisant leur place et leur rôle sur le territoire ainsi que celui de leurs parents, et en privilégiant la solidarité intergénérationnelle.

L'association Familles Rurales Guissény agit sur plusieurs domaines pour la jeunesse :

- L'accueil de loisirs adolescents ;
- L'accueil à l'espace jeunes de Kerlouan et dans les salles communales des autres communes ;
- L'accompagnement des projets de jeunes ;
- La création de lien sur les communes et l'intergénération ;
- L'implication et la participation à la vie locale ;
- Le développement culturel ;
- La mise en place de loisirs et d'activités sur le territoire ;
- Le développement d'actions et d'animations de proximité à caractère environnemental ;
- L'information (job d'été, orientation, BAFA, prévention...).

L'association Familles Rurales Guissény s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre ce projet. Ce projet est détaillé dans le dossier PS Jeunes CAF déposé à la CAF le 13/11/2021 et renouvelé le 07/10/2023.
Compte tenu de leur intérêt, dans le cadre de leur compétence en matière de jeunesse, les collectivités contribuent financièrement au fonctionnement de ces services et n'attendent aucune contrepartie directe de cette aide.

2ÈME ARTICLE : OBJECTIFS ET DESCRIPTIF DE LA PS JEUNES

L'enjeu de la Prestation de Services Jeunes (PS Jeunes) est d'encourager la consolidation et l'évolution de l'offre proposée aux jeunes vers la mise en œuvre de projets en prenant appui sur 2 leviers :

- L'appui à l'émergence d'une nouvelle offre, innovante et adaptée aux aspirations des jeunes ;
- L'adaptation des modalités de fonctionnement de l'offre existante pour mieux répondre aux besoins et attentes des jeunes.

La PS Jeunes poursuit l'ambition d'accompagner la mise en œuvre de propositions attractives pour les jeunes, suscitant leur engagement et leur implication citoyenne et contribuant à leur accès à l'autonomie.

Ainsi la PS Jeunes poursuit les objectifs opérationnels suivants :

Envoyé en préfecture le 30/10/2024
Reçu en préfecture le 30/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404001-DE

- **Faire évoluer l'offre en direction des jeunes :** pour leur permettre davantage de prise d'initiative ;
- **Développer des partenariats locaux autour de la jeunesse :** créer et renforcer les liens des structures jeunesse avec d'autres acteurs éducatifs ;
- **Consolider la fonction éducative à destination des 12-25 ans ;**
- **Mobiliser les jeunes qui ne fréquentent pas les structures** : grâce à des actions itinérantes « hors les murs » par exemple.

3ÈME ARTICLE : RÔLES, MISSIONS ET TÂCHES DE L'ASSOCIATION ET DE LA COLLECTIVITÉ

L'association s'engage :

- A mettre en œuvre le projet Jeunesse territorial
- A être l'employeur des animateurs de l'association recrutés pour mettre en œuvre le projet Jeunesse territorial défini en commun et à assurer les responsabilités et obligations qui en découlent. En cas d'arrêts de travail, si ceux-ci sont d'une durée inférieure à un mois complet (de date à date), le salarié ne sera pas remplacé.
- A participer à :
  - Des rencontres entre les animateurs professionnels Jeunesse Familles Rurales, afin de développer des actions communes, d'évaluer les projets réalisés, de participer et/ou être associé à des actions collectives en direction de la jeunesse en dehors du réseau Familles Rurales ;
  - Des rencontres entre administrateurs des associations Familles Rurales menant des projets en direction de la jeunesse.
- A organiser aux réunions du Comité de Pilotage
- A travailler avec les partenaires institutionnels
- A procéder à toutes les déclarations nécessaires auprès de la SDJES, de la CAF et de la MSA
- A respecter la législation et la réglementation en vigueur
- A évaluer l'action menée en partenariat avec les élus des 5 communes, au moins une fois par an, et à adapter les constats faits aux nouveaux projets
- A délivrer pour l'année aux 5 communes concernées le budget prévisionnel et le compte de résultat se rapportant à l'exercice
- À associer, dans la mesure du possible, les parents et les jeunes concernés dans les animations et/ou réflexions menées au sein de l'association
- A garantir le fonctionnement démocratique de l'association, notamment en organisant une Assemblée Générale annuelle où l'avancée des projets sera clairement exposée
- A travailler en partenariat avec les acteurs du territoire agissant auprès des jeunes de 12 à 25 ans

L'association Familles Rurales Guissény est affiliée à la fédération départementale Familles Rurales du Finistère qui lui apporte un soutien à la vie associative, à la gestion administrative et financière, à la fonction employeur, ainsi qu'un soutien technique et pédagogique dans l'exercice de ses missions.

Les Collectivités s'engagent :

- A concevoir ensemble des réunions de concertation concernant la politique jeunesse du territoire
- A participer aux réunions du Comité de Pilotage
- A soutenir toute action intercommunale à destination des jeunes et de leurs familles
- A participer au projet par une aide financière annuelle
- A mettre à disposition des locaux

Envoyé en préfecture le 30/10/2024
Reçu en préfecture le 30/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404001-DE

- A relayer les activités mise en place par l'AFR auprès de ses habitants

4ÈME ARTICLE : MODALITÉS ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET COMPTABLES

Les coûts annuels éligibles du projet sont les coûts directs et indirects occasionnés par la mise en œuvre du projet. Ces coûts, nécessaires à la réalisation du projet et à la qualité du service rendu, sont des dépenses réellement supportées, raisonnables, identifiables et contrôlables.

Les 5 collectivités octroient une subvention pour un montant global de **15 422,50** € à l'association Familles Rurales Guissény, sur la durée totale de la convention, à utiliser exclusivement pour la mise en œuvre de ce projet.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit aux collectivités.

Chaque année, l'association présentera un budget prévisionnel (réajusté) de fonctionnement (et éventuellement un budget d'investissement). Les collectivités fixeront annuellement dans le cadre de leur budget, et réajusteront si nécessaire, le montant de leur concours financier.

Le renouvellement des subventions ne constitue aucunement un droit.
A titre exceptionnel, pour des charges complémentaires répondant à de nouveaux besoins, l'association pourra effectuer une demande de subvention supplémentaire. Dans ce cas, un avenant devra être rédigé.

L'adhésion est un principe fondateur de la vie associative et une ressource fondamentale de l'entreprise associative. Prévue par ses statuts, l'association pourra solliciter auprès des familles et des personnes bénéficiant des services proposés une cotisation annuelle.

Les modalités de versements seront effectués selon l'échéancier suivant :

- 1er versement : 60% avant le 1er février
- 2ème versement : 40% avant le 1er juin

Selon une répartition détaillée en annexe.

Les contributions financières sont créditées au compte de l'association et de la fédération selon les normes comptables en vigueur.
Les versements sont effectués pour l'association sur le compte Crédit Agricole « Familles Rurales Guissény » N° : 02785714001

5ÈME ARTICLE : EXÉCUTION DU BUDGET, RÉSULTAT ET EXCÉDENT DE GESTION

Au terme de l'année de réalisation, le résultat d'exploitation du service peut être équilibré, excédentaire ou déficitaire. La subvention constituant une compensation d'obligation de service public au sens du droit européen, aucune surcompensation n'est possible au-delà d'un bénéfice raisonnable. Cependant, si l'excédent est important et jugé non raisonnable, une discussion avec les élus peut être engagée. Les décisions sur ce point doivent être prises à l'unanimité des 5 communes partenaires.
Le financement public ne peut excéder les coûts liés à la mise en œuvre du projet.
Selon un principe de performance économique, l'association pourra donc réaliser un excédent de gestion raisonnable (annexe 2, circulaire Valls).

Envoyé en préfecture le 30/10/2024
Reçu en préfecture le 30/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404001-DE

L'excédent sera provisionné pour renforcer les fonds propres de l'association et anticiper les retards de paiement ou le risque économique[1], sans affecter la demande de subvention de l'année suivante.

6ÈME ARTICLE : RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

L'association souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera toutes les primes et cotisations sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

En cas de sinistre, l'association s'engage à informer la collectivité dans un délai de 24 heures.

Les responsables juridiques de la structure sont Mmes BERNARD Stéphanie et CORLOSQUET Karine en qualité de co-présidentes.
Les jeunes sont placés sous la responsabilité directe du coordinateur et de l'animateur jeunesse.

7ÈME ARTICLE : MODALITÉS DE SUIVI, D'ÉVALUATION ET DE CONTRÔLE

Un Comité de Pilotage est constitué pour garantir l'exécution du projet et la bonne exploitation du service.
Sont conviés à cette réunion :

- Des représentants de l'association (administrateurs et salariés),
- Des ou un représentant de la fédération Familles Rurales
- Des ou un représentant de chaque collectivité
- Des ou un représentant de la Communauté Lesneven-Côte des Légendes (CLCL)
- Des ou un représentant de la Caisse des Allocations Familiales du Finistère (CAF 29)

Il est co-animé par Familles Rurales et les collectivités.
Il se réunit à minima 1 fois dans l'année afin d'évaluer le projet jeunesse intercommunal. Lieu d'échange et de partage, ce comité de pilotage a un avis consultatif.

Pour suivre la mise en œuvre du projet et procéder à l'évaluation du service, l'association pourra fournir à la collectivité, à sa demande, compte de résultat et bilan, et transmettre tout document utile à cet exercice : comptes rendus, rapport d'activité annuel, feuilles de présence, agréments, déclarations, contrats d'assurance, etc...

L'association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du nouveau plan comptable général et à satisfaire à toutes les obligations fiscales (impôts, taxes...).

8ÈME ARTICLE : COMMUNICATION ET PUBLICITÉ

La collectivité s'engage à valoriser l'association Familles Rurales comme gestionnaire d'un service d'intérêt général (site internet, dépliant, plaquette, annuaire des associations...).

L'association s'engage à informer systématiquement les adhérents et bénéficiaires du service du concours financier de la collectivité (accueil, entretiens, réunions, événements...) et le mentionner sur tous les supports d'information, de communication et de promotion, à l'identique des autres financeurs du service.

1 Baisse d'activité, licenciements...

Envoyé en préfecture le 30/10/2024
Reçu en préfecture le 30/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404001-DE

9ÈME ARTICLE : DURÉE, RÉSILIATION, AVENANTS, LITIGES

La convention est conclue pour une durée de quatre années, à compter du 1er janvier 2025, soit jusqu'au 31/12/2028. Exception faite pour la commune de Kernilis, qui rejoint le projet à titre expérimental du 1er janvier 2025 au 31 décembre 20025. Cette commune pourra donc résilier la convention par simple lettre recommandée envoyée avant le 1er octobre 2025.

La présente convention est susceptible de modification par avenant à l'initiative de l'une ou l'autre des parties proposée et négociée en Comité de Pilotage. L'évolution des conditions ou des modalités d'exécution ne pourra toutefois pas remettre en cause la nature et les objectifs du service proposé.

En cas de non-respect des engagements réciproques, après information du Comité de Pilotage et mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse dans un délai de 30 jours, la convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de 2 mois suivant l'envoi d'une notification définitive par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

En cas de dissolution de l'association ou de cessation d'activité, l'association s'engage à reverser l'argent à des associations siégeant sur les communes œuvrant pour l'enfance et la jeunesse, au prorata de la répartition des subventions versées par chaque commune.

Pour permettre la restitution des locaux et du matériel, un inventaire sera réalisé pour évaluer leur état et envisager éventuellement leur remise en état.

Le versement de la subvention sera suspendu et un solde couvrira les dépenses déjà réalisées.

En cas de litige, une tentative de conciliation sera engagée par les parties. A défaut d'entente, le litige sera porté devant la juridiction administrative compétente.

Fait à ..... le..... en 6 exemplaires

Pour la commune de Guissény Mr le Maire,	Pour la commune de Kerlouan Mr le Maire,	Pour la commune de Saint-Frégant Mme le Maire,
Pour la commune de Kernouës Mr le Maire,	Pour Association Familles Rurales Guissény Mmes les co-présidentes,	Pour la commune de Kernilis Mme le Maire,

Envoyé en préfecture le 30/10/2024
Reçu en préfecture le 30/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404001-DE

ANNEXES

- Annexe 1 : Budget prévisionnel
- Annexe 2 : Répartition de la subvention versée à Familles Rurales Guissény par les collectivités

Envoyé en préfecture le 30/10/2024
Reçu en préfecture le 30/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404001-DE

ANNEXE 1 : BUDGET PRÉVISIONNEL SUR UNE ANNÉE DE FONCTIONNEMENT

CHARGES PS JEUNES			PRODUITS PS JEUNES		
60	Achats	1 020,68 €	**70**	Prestation de Service reçue de la Caf	20604 €
61	Services extérieurs	3 135,15 €	**70**	Fonds d'accompagnement reçus de la Caf	
62	Autres services extérieurs	2 064,36 €	**70**	Participations familiales (ou participations des usagers) non déductibles de la PS	1650 €
63A	Impôts et taxes liés aux frais de personnel	400,00 €	**70**	Vente de marchandises	
63B	Autres impôts et taxes		**70**	Produits des activités annexes	1500 €
64	Frais de personnel	42 799,02 €	**74**	Subventions et prestations de services versés par l'Etat	
			74	Subventions et prestations de services communales	15422,2 €
			74	Subvention d'exploitation CAF	2550 €
			74	Subventions et prestations de services des EPCI (interco)	586 €
			74	Subventions et prestations de services versés par une autre entité publique	7107 €
65	Autres charges de gestion courante		**75**	Autres produits de gestion courante	
66	Charges financières		**76**	Produits financiers	
67	Charges exceptionnelles		**77**	Produits exceptionnels	
68	Dotation aux amortissements, Dépréciations et Provisions		**78**	Reprise sur amortissement, dépréciations et provisions	
69	Impôts sur bénéfices		**79**	Transfert de charges	
Total Charges		**49 419,20 €**	**Total Produits**		**49419,20 €**
86	Contributions volontaires		**87**	Contrepartie des contributions volontaires	
Total Charges et contributions volontaires		49 419,20 €	**Total Produits et contrepartie des contributions volontaires**		49419,20 €

Envoyé en préfecture le 30/10/2024
Reçu en préfecture le 30/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404001-DE

ANNEXE 2 : RÉPARTITION DE LA SUBVENTION VERSÉE À FAMILLES RURALES GUISSÉNY PAR LES COLLECTIVITÉS

Total subventions sur 2025

Pour l'évaluation de la subvention par commune, son montant sera calculé à partir du dernier recensement de chaque commune. (INSEE 2021)

Clé de répartition de la subvention :

Au prorata du nombre d'habitants :
Guissény : 1 983 hab. (recensement 2021) dont 243 jeunes de 12 à 25 ans environ
Kerlouan : 2 058 hab. (recensement 2021) dont 222 jeunes de 12 à 25 ans environ
Kernouës : 656 hab. (recensement 2021) dont 97 jeunes
Saint-Frégant : 863 hab. (recensement 2021) dont 138 jeunes
Kernilis : 1 423 hab. (recensement 2021) dont 246 jeunes

Total population : 6 983 hab.

Communes	Nombre de jeunes (12-25 ans) INSEE	Nombre d'hab.	Total arrondi
Guissény	243	1 983	**3 960,90 €**
Kerlouan	222	2 058	**3 618,60 €**
Kernouës	97	656	**1 581,10 €**
Saint-Frégant	138	863	**2 249,40 €**
Kernilis	246	1 423	**4 009,80 €**
			15 419,80 €

Soit un total de 16,30 € par jeune.

Si pas de participation du Conseil départemental alors + 7,52 €/enfants.
ou
+ 1,017 €/hab. + 318,22 €

Envoyé en préfecture le 30/10/2024
Reçu en préfecture le 30/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404001-DE

FAMILLES RURALES

AGIR ENSEMBLE A CHAQUE ETAPE DE LA VIE

PETITE ENFANCE
Accueillir les tout petits

ENFANCE
Bien grandir

JEUNESSE
Encourager les initiatives

ÉDUCATION ET PRÉVENTION
Accompagner les familles

SENIORS
Répondre aux besoins des aînés

CONSOMMATION
Faciliter le quotidien des familles

ENTRAIDE ET CONVIVIALITÉ
Vivre ensemble

DÉVELOPPEMENT ET VIE LOCALE
Faire vivre le territoire

FORMATION
Développer ses compétences

Envoyé en préfecture le 30/10/2024
Reçu en préfecture le 30/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404002-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-04002

Date d'envoi de la convocation : 19 OCTOBRE 2024

Nombre de membres en exercice = 15
Présents = 13

RÉUNION DU 24 octobre 2024

Information sur les délégations du conseil Municipal au Maire

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Monsieur Raphaël RAPIN rappelle à l'Assemblée, que par délibération en date du 24 juin 2020, complétée par la délibération du 21 mai 2021, le Conseil Municipal lui a donné délégation dans différents domaines, conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales. Conformément à l'article L2122-23 du même code, le maire informe l'assemblée des décisions prises dans le cadre de cette délégation :

FOURNISSEURS	OBJET	HT
ATELIERS MARHADOUR	Réparations de la benne	2 444.76€
GINGER CEBTP	Etude structure de voirie – Etang du Curnic	3 800.00€
SARL CABON Marcel	Complément élagage	8 825.60€
LE VEN	Rénovation électrique - Collège DIWAN	8 724.36€
Mélanie URIEN	Sell'ta	2 000.00€
CHAMBAUD ARCHITECTE	Etude de faisabilité – Maison médicale	5 900.00€
Total		**31 694.72€**

Le conseil municipal en prend note.

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 30/10/2024
Reçu en préfecture le 30/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404003-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/04-04003

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres
en exercice = 15
Présents = 13
Votants = 15

RÉUNION DU 24 OCTOBRE 2024

Financement Territoires Numériques Educatifs - TNE

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Madame Herveline CABON, 1ère adjointe au maire en charge des politiques familiales, informe l'assemblée que le Finistère fait partie des 10 départements retenus dans le projet Territoires numériques éducatifs (TNE), porté par le Ministère de l'Éducation nationale, les régions académiques et la Banque des territoires.
Les actions portées et financées concernent l'équipement des élèves et des établissements scolaires, la mise à disposition des ressources numériques pour les enseignants et les élèves et l'accompagnement au numérique des parents et des familles.
Deux nouvelles campagnes d'appel à manifestation d'intérêt sont organisées pour l'année 2024-2025 :

- Ouverture le 16 septembre 2024, date limite de dépôt des dossiers le 22 novembre 2024 ;
- Ouverture le 6 janvier 2025, date limite de dépôt des dossiers le 14 mars 2025.

Le dossier est à déposer sur le portail e-démarches du Département du Finistère
Les projets sont déposés conjointement par les établissements scolaires en lien avec les collectivités ou organismes de gestion des établissements (qui doivent chacun compléter une partie du dossier).
L'école Ste Jeanne d'Arc souhaite répondre à cette nouvelle campagne d'Appel à manifestation d'intérêt du dispositif **Territoire Numérique Educatif (TNE) qui a débuté le lundi 16 septembre. La date limite de dépôt des projets est fixée au 22 novembre.**

Pour rappel, ce dispositif vise à accompagner les usages du numérique à l'école, il comprend 4 volets :

- l'équipement des établissements scolaires (réseau public et réseau privé) ;
- la mise à disposition des ressources numériques pour les enseignants et les élèves ;
- la formation des enseignants des 1er et 2nd degrés ;
- l'accompagnement des parents.

La plaquette actualisée pour l'année scolaire 2024/2025 est accessible sur le site du Département :
https://www.finistere.fr/aides-et-services/economie-attractivite/numerique/

Envoyé en préfecture le 30/10/2024
Reçu en préfecture le 30/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404003-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Plusieurs acteurs (Département du Finistère, Région académique de Bretagne, Direction diocésaine de l'enseignement catholique, Réseau Canopé, GIP Trousse à projets) travaillent ensemble au déploiement de ce dispositif au service des élèves, des enseignants et des parents.

Pour le volet équipement, la subvention TNE peut couvrir 70% de la dépense. Pour les autres volets, le financement TNE peut couvrir 50% de la dépense. L'école présente un projet dans le coût est de : 3 500 €.

Madame Herveline CABON propose au conseil de soutenir cette candidature mais aussi à s'engager à prendre en charge la somme de 1 050 € afin de donner accès aux enfants scolarisés les outils nécessaires à l'enseignement et à leur épanouissement.

Herveline CABON, rapporteuse, entendue,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 15 voix « pour »,*

Article 1 : Soutient la candidature de l'école Ste Jeanne d'Arc à l'Appel à Manifestation d'Intérêt lancé par le département du Finistère

Article 2 : Attribue une subvention de 3 500 € au projet si celui-ci est retenu par le département du Finistère

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY
29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 30/10/2024
Reçu en préfecture le 30/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404004-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-04004

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres
en exercice = 15
Présents = 9
Votants = 11

RÉUNION DU 24 Octobre 2024

Agrément EVS de l'association Familles Rurales de GUISSENY

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Mesdames Maud LE QUERE et Laurence GUERINET, Messieurs Mickaël CONQ et Jean-Louis BONDU, étant concernés personnellement, ont quitté la salle et n'ont pas participé au débat ni au vote.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Madame Herveline CABON, 1ère adjointe au maire en charge des politiques familiales, rappelle que par délibération CM/15-07002 du 10 décembre 2015, complétée par les délibérations CM/18-06003 du 31 juillet 2018 et CM/19-08001 du 18 décembre 2019, la commune a lié un partenariat avec l'association Familles Rurales de Guissény afin de développer une politique en faveur de l'enfant, la jeunesse et de la parentalité. Elle indique que la CAF a autorisée la création d'un espace de vie sociale. (EVS), dispositif créé par la CNAF pour être plus présente dans le milieu rural.

Aujourd'hui, l'association est en renouvellement de l'agréement auprès des instances de la CAF. Pour ce faire elle a consulté, élaboré et construit un nouveau projet avec la communauté de communes, et les communes de KERLOUAN, KERNILIS, KERNOUES, ST FREGANT et GUISSENY.

Je vous propose donc de confirmer la position de la commune avec l'association Familles Rurales de Guissény dans le cadre de l'EVS et de son renouvellement d'agrément pour les années 2025, 2026, 2027 et 2028

Madame Herveline CABON, rapporteuse entendue,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 11 voix « pour »,*

Article 1 : donne un avis favorable au renouvellement de l'agréement EVS par la CAF au bénéfice de l'association Familles Rurales de GUISSENY,

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404005-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-04005

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 24 OCTOBRE 2024

Convention de partenariat pour l'animation des temps d'activités periscolaires (TAP) 2024-2025

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Marie-Michelle LORGERE, adjointe au maire chargée des politiques « petite enfance, enfance et jeunesse », rappelle à l'assemblée que, par application du décret No2013-77 du 24 janvier 2013, les Communes de Guissény et Kerlouan, en concertation avec l'école du TREAS, ont fait le choix de maintenir la réforme des rythmes scolaires, en vue d'enrichir les temps périscolaires en prolongement du service public de l'Education, conformément au Projet Educatif Territorial. Le rythme scolaire est le suivant :

- L'enseignement est dispensé dans le cadre d'une semaine de neuf demi-journées incluant le mercredi matin. Les élèves bénéficient de 24 heures de classe par semaine durant 36 semaines.
- En prolongement du service public de l'éducation, des temps d'activités périscolaires (TAP) sont organisés, sous la responsabilité du Maire. Les heures affectées, le mardi et vendredi après-midi, résultent des heures d'enseignement reportées le mercredi matin. Les activités variées proposées émanent du Projet Educatif Territorial, élaboré par les collectivités en partenariat avec les associations culturelles et sportives, les représentants des parents d'élèves et l'ensemble des partenaires associés au comité de pilotage chargé de sa mise en œuvre.

Marie-Michelle LORGERE propose au Conseil Municipal de maintenir le partenariat existant avec l'association. Familles Rurales Guissény pour l'organisation et l'animation des TAP à l'école publique du TREAS, en reconduisant la convention afférente pour l'année scolaire 2024-2025. Dans ce cadre, l'association a pour missions de :

- Mettre en œuvre les temps périscolaires ;
- Rédiger et mettre en œuvre le projet éducatif partagé entre l'association, les parents, les élus et les enseignants ;
- Rédiger et mettre en œuvre le projet pédagogique avec l'équipe d'animation, les intervenants, les associations participantes ;
- Le décliner en fiches actions ;
- Recruter le personnel (animateurs intervenants) et établir les contrats de travail ou de prestataires ;
- Assurer la gestion administrative, financière et matérielle de ces temps ;
- Evaluer le projet avec le comité de suivi et les intervenants.

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404005-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Pour l'année scolaire 2024-2025, le budget prévisionnel pour l'animation et la coordination des TAP durant l'année scolaire a établi une participation des communes à hauteur de 11 448 €.

Au 14 septembre 2024, 23 enfants étaient inscrits à l'école du TRÉAS dont 3 sont originaires de Guissény. La participation financière de chaque commune est au besoin corrigée en fonction d'éventuels départs ou arrivées d'enfants en cours d'année. Ainsi, la participation financière de chaque commune se fait au prorata du nombre d'élèves inscrits à chaque trimestre. Un avenant en ce sens sera établi au besoin. Pour le 1er trimestre, il convient donc de repartir le budget ainsi : 20/23ème pour Kerlouan et 3/23ème pour Guissény.

Le montant de la participation des communes s'élève à 11 448 € pour la commune de Kerlouan et 1 493 € pour Guissény. Ces montants sont payés selon le calendrier des paiements suivant : le 20 novembre 2024 et le 20 janvier 2025. Les dépenses seront imputées au compte 65748 du budget communal.
La convention est applicable sur la durée de l'année scolaire, avec effet rétroactif, du 04 septembre 2024 au 05 juillet 2025.
Marie-Michelle LORGERE, rapporteuse, entendue,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 15 voix « pour »,*

Article 1 : Autorise Monsieur le maire à signer la convention tripartite ci-annexée avec l'Association Familles Rurales de Guissény et la Commune de Kerlouan (annexe).

Article 2 : Donne à Monsieur le maire toutes délégations nécessaires pour l'application de cette décision.

À Guissény, le 29 février 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404005-DE

Familles rurales
Vivre mieux !
ASSOCIATION DE GUISSÉNY

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'ANIMATION DES TEMPS PERISCOLAIRES 2024-2025

Par délibération du conseil municipal de Kerlouan, le
Et du conseil municipal de Guissény, le

Il est convenu entre : la commune de GUISSENY représentée par son Maire, la commune de KERLOUAN représentée par son Maire et l'association Familles Rurales de GUISSENY dont le siège est à la mairie de GUISSENY, représentée par ses co-présidentes.

Préambule

Les communes de Guissény et Kerlouan en concertation avec l'école du Tréas ont fait le choix d'appliquer la réforme des rythmes scolaires issue du décret 2013-77 du 24 janvier 2013 qui fixe les principes généraux suivants :

- l'enseignement sera dispensé dans le cadre d'une semaine de neuf demi-journées incluant le mercredi matin ;

- tous les élèves continueront de bénéficier de 24 heures de classe par semaine durant 36 semaines.

En plus de la réorganisation des temps scolaires, la réforme prévoit l'organisation de temps périscolaires organisés sous la responsabilité des collectivités en prolongement du service public de l'éducation.

Ces temps périscolaires du mardi et vendredi après-midi résultent des heures d'enseignement reportées le mercredi matin.

Le but de la réforme est d'enrichir ces temps par des activités variées émanant du Projet Educatif Territorial élaboré par les communes de Guissény – Kerlouan en partenariat avec les associations culturelles et sportives, les représentants des parents d'élèves et l'ensemble des partenaires associés au comité de pilotage chargé de sa mise en œuvre.

FAMILLES RURALES
Association Guissény
Mairie, Place Porthleven Silhney, 29 880 Guissény
Tél. : 02 98 25 63 15
accueil@famillesruralesguisseny.fr

Association loi 1901, membre du Mouvement Familles Rurales.

- Famille
- Consommation
- Éducation
- Jeunesse
- Loisirs
- Tourisme
- Vie associative
- Formation
- Santé

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404005-DE

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre du partenariat entre les trois parties pour la mise en place des temps périscolaires sous forme d'Accueil de Loisirs périscolaire dans le cadre de la réforme scolaire.
L'association AFR GUISSENY dans le cadre de son projet social et de son projet éducatif s'est engagée à apporter réponses et soutien aux parents souhaitant rester les premiers éducateurs de leurs enfants et leur permettre de mieux concilier vie familiale, professionnelle et sociale.

Article 2 – Les relations entre la commune de Guissény, la commune de Kerlouan et l'association Familles Rurales de Guissény :

L'association « Familles Rurales de Guissény » jouit de l'indépendance de décision et d'organisation pour ce qui concerne l'animation et la gestion de son projet. Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts et le règlement intérieur de l'association dans les instances (Assemblée générale, conseil d'Administration et Bureau) et en conformité avec les lois et règlements en vigueur.
L'association est affiliée à « Familles Rurales » fédération départementale du Finistère qui lui apporte soutien technique et pédagogique dans l'exercice de ses missions.
L'association a, vis à vis de son personnel, le statut d'employeur exclusif avec tous les droits et obligations qui en découlent.
En matière d'assurance, l'association « Familles Rurales de Guissény » s'engage à souscrire une police d'assurance contre le vol, l'incendie, les dégâts des eaux et couvrant sa responsabilité civile et les activités qu'elle organise.

Article 3– Engagements des communes de KERLOUAN-GUISSENY

Les communes s'engagent à contribuer à l'équilibre financier de l'ALSH périscolaire. Un budget prévisionnel est établi et annexé. Le montant de la participation des communes s'élève à 11 448€.
Pour la rentrée 2024/2025, 23 enfants sont inscrits à l'école intercommunale du Tréas :

- 3 enfants de Guissény au 14/09/2024 ;
- 20 enfants de Kerlouan au 14/09/2024.

Les modalités de paiements sont :

- **5724 €** à régler au 20 novembre 2024 au prorata du nombre enfant de chaque commune soit 4977,50 € pour la commune de Kerlouan et 746,50 € pour la commune de Guissény.
- **5724 €** à régler au 20 janvier 2025 au prorata du nombre enfant de chaque commune soit 4977,50 € pour la commune de Kerlouan et 746,50 € pour la commune de Guissény.

Si le nombre d'enfants venait à augmenter jusqu'à nécessiter la mobilisation systématique d'un troisième animateur, le montant de la subvention pourrait être revu à la hausse dans la limite de 1600€ annuel pour les deux communes. Cette somme serait à répartir en fonction de la provenance géographique des enfants et le montant serait calculé au prorata du nombre de mois concernés.

Les communes sont responsables de l'entretien des locaux mis à disposition.
En cas d'excédent apparaissant au compte de résultat à la clôture de l'exercice, celui-ci sera reporté à l'année suivante.

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404005-DE

Un animateur viendra chercher les enfants à l'école le mercredi à 12h po
Loisirs. La prestation sera refacturée 50 € par mercredi.
En cas de déficit, les communes s'engagent à contribuer à l'équilibre finan

Article 4 – Engagements de l'association AFR GUISSENY

L'association AFR GUISSENY s'engage :

- A prendre les enfants en charge à la sortie de l'école le jour des TAP soit le mardi et le vendredi de 15h à 16h40,
- A disposer en permanence du personnel nécessaire en nombre et compétences requises,
- A tenir informées de l'évolution de la fréquentation des enfants de leur commune, avec le détail d'heures par enfant,
- A évaluer le projet,
- A appliquer la gratuité pour les familles,
- A prioriser les intervenants et associations domiciliés sur les communes,
- A fournir un état financier au 15 janvier pour la période de septembre à décembre et au 15 septembre pour la période janvier à juin
- A fournir au 31 mars de chaque année civile le compte de résultat de l'année écoulée.

Article 5 – Concertation

Un comité de suivi de la convention (composé de 3 représentants de la commune de Guissény et 3 représentants de la commune de Kerlouan, de trois représentants des parents élèves, des enseignants) se réunira deux fois par an, sur l'initiative de l'association, afin d'évaluer ce dispositif.
Les parties s'engagent à se tenir mutuellement informées de tout évènement susceptible de porter obstacle au bon fonctionnement de la présente convention.

Article 6 – Les missions de l'association

L'association Familles Rurales se doit de :

- Mettre en œuvre les temps périscolaires,
- Rédiger et mettre en œuvre le projet éducatif partagé entre l'association, les parents, les élus et les enseignants
- Rédiger et mettre en œuvre le projet pédagogique avec l'équipe d'animation, les intervenants, les associations participantes
- Le décliner en fiche actions,
- Recruter le personnel (animateurs intervenants) et établir les contrats de travail ou de prestataires
- Assurer la gestion administrative, financière et matérielle de ce temps
- Evaluer le projet avec le comité de suivi et les intervenants

Article 7 - Evaluation

Une évaluation des actions mises en place sera pratiquée par l'Association et transmise à la commune dans le mois suivant la fin de chaque période. Elle portera sur :
- le nombre de séances réalisées,
- le nombre de classes et d'élèves concernés,
Cette évaluation fera l'objet d'une présentation détaillée dans le cadre du comité de pilotage organisé par la municipalité.

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404005-DE

Article 8 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 04 septembre 2024 et ce jusqu'au 05 juillet 2025. Elle peut être revue après accord des 2 parties. En cas de nécessité, des avenants peuvent être établis.

Article 9 - Résiliation

Les communes devront prévenir l'association Familles Rurales avant le 31/03/2024 en cas de suppression de ce dispositif pour l'année 2024/2025. Les communes se réservent le droit d'annuler la convention en cas de suppression de la réforme
Si pour une cause quelconque résultant du fait de l'Association la présente convention n'est pas appliquée, la Commune se réserve la possibilité de dénoncer unilatéralement la présente convention sans préavis ni indemnité.

Fait à Kerlouan, le
Le maire, M. COLLIOU Christian,

Fait à Guissény, le
Le maire, M. RAPIN Raphaël,

Fait à Guissény, le
Les co-présidentes de l'association Familles Rurales de Guissény, Mme CORLOSQUET Karine et Mme BERNARD Stéphanie

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404005-DE

Familles rurales | ASSOCIATION DE GUISSÉNY

Budget prévisionnel TAP 2024-2025

CHARGES			PRODUITS		
60	Achats	532	70	Vente de produits finis, de marchandise, prestation de services	0
	Achats matières et fournitures	532		Participation familles	
	Autres fournitures			Politique tarifaire	
				Vente de marchandises	
61	Services extérieurs	0	74	Subventions d'exploitation	14006
	Locations			Autres établissements publics	
	Entretien et réparation			Etat : préciser les ministères	
	Assurance			CAF	2558
62	Autres services extérieurs	3645		Autres organismes d'état	
	Rémunérations intermédiaires et honoraires	985		Région	
	Publicités, publications			CLCL	
	Déplacements, missions	2660		Communes	11448
	Services bancaires, autres			Fonds européens	
63	Impôts et taxes	0		Aides privées	
64	Charges de personnel	9829		Autres subventions	
	Rémunération des personnels	9829		Autre source de financement	
	Charges sociales			Autres produits de gestion courants	0
	Autres charges de personnel		75	Dont cotisations, donc manuels ou legs	
65	Autres charges de gestion courante				
66	Charges financières				
67	Charges exceptionnelles		76	Produits financiers	0
68	Dotation aux amortissements, Dépréciations et Provisions		78	Reprise sur amortissement et provisions	0
	Total Charges	**14006**		**Total Produits**	**14006**
86	Contributions volontaires	186,4	87	Contrepartie des contributions volontaires	186,4
	Total Charges et contributions volontaires	**14192,4**		**Total Produits et contrepartie des contributions volontaires**	**14192,4**

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404006-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY
N°CM/24-04006

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres en exercice = 15
Présents =
Votants =

RÉUNION DU 24 OCTOBRE 2024

Désignation des membres au Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la commune de Guissény.

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Madame Herveline CABON, 1ère adjointe au maire en charge des politiques familiales, informe que le centre d'action sociale est un établissement public administratif communal (CCAS) administré par un conseil d'administration présidé par le maire (article L. 123-6 du CASF).

Madame Herveline CABON rappelle qu'à la lecture de la délibération du Conseil Municipal en date du 10 juillet 2020, portant fixation du nombre de membre du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Social à 7 membres du collège des élus, et leur désignation, et de la délibération du 25 mai 2023 reprécisant les membres du collège des élus, il convient de compléter celui-ci.

Madame Herveline CABON propose la candidature de Madame Maud LE QUÉRÉ et Monsieur Mickaël CONQ.

Il est précisé qu'il appartient au conseil municipal de compléter le conseil d'administration du CCAS du collège des élus et au maire de désigner les membres du collègue personnes qualifiés.

Herveline CABON, rapporteuse, entendue,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 15 voix « pour »,*

Article 1 : désigne Madame Maud LE QUÉRÉ et Monsieur Mickaël CONQ nouveaux membres du conseil d'administration du CCAS,

Article 2 : donne à Monsieur le maire toutes délégations nécessaires pour l'application de cette décision.

Ainsi le conseil d'administration du CCAS se compose actuellement :

- **Membres collège élus :** Raphaël RAPIN, Herveline CABON, Renée GALL, Marie-Michelle LORGERE, Jérémy JAFFRES, Maud LE QUERE et Mickaël CONQ,
-

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404006-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

- **Membres du collège personnes qualifiés :** Albert ABIVEN, Marie-Christine CALVARIN, Marie-Ange LADAN, Irène LE GOFF, Hélène ROUDAUT, Karine COLIN MESGOUEZ

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY
29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404007-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-04007

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 24 OCTOBRE 2024

Rénovation des projecteurs du terrain de sports de la rue François BROC'H

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire présente le projet de rénovation des projecteurs du terrain de sports de la rue François Broc'h au lieu-dit Corn ar C'here.

En effet, conformément à l'article L5212-26 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement public local en matière de distribution publique d'électricité, de développement de la production d'électricité par des énergies renouvelables, de maîtrise de la consommation d'énergie ou de réduction des émissions polluantes ou de gaz à effet de serre, des fonds de concours peuvent être versés entre un syndicat visé à l'article L. 5212-24 et les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale membres, après accords concordants exprimés à la majorité simple du comité syndical et des conseils municipaux ou des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale concernés.

L'estimation des dépenses se monte à 13 000 € HT et selon le règlement financier voté par délibération du SDEF le 20 octobre 2023, le financement s'établit comme suit :

⇒ Financement du SDEF : .....0,00 €
Financement de la commune : .....15 600,00 € TTC
Soit un total de.....15 600,00 € TTC

Monsieur Raphaël RAPIN, rapporteur entendu,

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404007-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix « pour »,

Article 1 : Accepte le projet de réalisation des travaux de rénovation des projecteurs à Corn ar C'here ainsi que le plan de financement présenté,

Article 2 : Autorise Monsieur le maire à signer la convention annexée à la délibération.

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY
29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404007-DE

Conv MDT 2024-1037 - GUISSÉNY - RSX-2024-077-014

CONVENTION DE MANDAT POUR LES TRAVAUX : PROJECTEURS DE STADE/TERRAIN DE SPORT

Entre :

D'une part,
La commune de GUISSÉNY, représentée par Monsieur le Maire, Raphaël RAPIN, agissant en vertu de la délibération en date du 24/10/2024 visée en préfecture le 28/10/2024
Désignée ci-après par la commune

Et :

D'autre part,
Le Syndicat Départemental d'Énergie et d'Equipement du Finistère,
9 allée Sully, 29000 Quimper
Représenté par son Président, Antoine Corolleur, agissant en vertu de la délibération en date du 15 septembre 2020 (C2020-25)
Désigné ci-après par « le SDEF »

Il est exposé ce qui suit :

Préambule

Conformément à l'article L.2422-5 du Code de la Commande Publique : « dans *la limite du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération qu'il a arrêtée, le maître d'ouvrage peut confier par contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage à un mandataire l'exercice, en son nom et pour son compte, de tout ou partie des attributions mentionnées à l'article L.2422-6, dans les conditions de la présente section.* »
Dans le cadre de cette opération, la commune souhaite confier aux SDEF l'exécution des travaux : EP - OUVRAGES 311 et 312 PROJECTEURS - KORN AR CHERE

En conséquence, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

En application de l'article L.2422-5 du Code de la Commande Publique, la commune désigne le SDEF par la présente convention comme mandataire pour suivre l'opération suivante :

- **EP - OUV 311 312 PROJECTEURS - KORN AR CHERE.**

La présente convention a pour objet de définir les modalités administratives, techniques et financières de cette opération réalisée sous mandat.

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404007-DE

Article 2 : Champ d'application de la convention

Les travaux de pose de projecteurs de stade/terrain de sport
la commune délègue au SDEF l'exécution des travaux relatifs à la pose de projecteurs de stade/terrain de sport.

Article 3 : Répartition des compétences

Phase projet :

Missions du SDEF
- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les ouvrages seront étudiés et réalisés ;
- Réalisation des études d'avant-projet et proposition de matériels (le cas échéant) ;
- Transmission à la commune d'un avant-projet définitif chiffré ;
- Validation par le SDEF du dossier d'exécution des travaux comprenant toutes les démarches et autorisations administratives nécessaires à l'exécution du projet ;
- Représentation du maître d'ouvrage vis-à-vis des tiers ;

Attributions de la commune
- approbation des études préliminaires et de l'avant-projet ;
- choix du matériel ;

Passation des marchés publics :

Mission du SDEF
- le SDEF fait son affaire de la consultation des entreprises, selon les règles définies par la règlementation applicable aux marchés publics.

Phase travaux :

Mission du SDEF
- Organisation des réunions de chantier, de la coordination sécurité et protection de la santé ;
- Contrôle de l'activité des prestataires ;
- Validation et paiement des factures ;

Attributions de la commune
- participation aux réunions de chantier ;
- validation des études d'exécution ;

Réception des travaux et remise des ouvrages :

Mission du SDEF :
- établissement d'un procès-verbal de réception des travaux ;
- établissement d'un procès –verbal de remise des ouvrages, d'un plan de récolement. En cas de réserves, il appartiendra au SDEF d'établir la main levée des réserves et de la signer ;
- Les ouvrages réalisés pour le compte de la commune feront l'objet d'une remise par le SDEF, sur la base d'un bilan financier détaillé qui donnera lieu aux opérations comptables et budgétaires ;
Le SDEF fournira à la commune toutes les pièces justificatives nécessaires à l'intégration dans sa comptabilité des opérations portant sur son patrimoine.

Attributions de la collectivité :
- gestion des différentes garanties à compter de la réception des ouvrages ;
- intégration des ouvrages dans le patrimoine.

Article 4 : Gestion des ouvrages

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404007-DE

Dès que la réception des travaux a été prononcée, la commune s'engage à accepter les ouvrages et à en être le seul maître d'ouvrage et gestionnaire à compter de la date du procès-verbal de remise des ouvrages.

Article 5 : Modalités financières

La collectivité participe financièrement à l'opération conformément aux dispositions de la présente convention et de son annexe financière dans les conditions suivantes :

- Estimation de l'opération : l'enveloppe financière prévisionnelle est déterminée par le SDEF et figure dans le plan de financement annexé à cette convention.

- Règlement et paiements : le SDEF règle les acomptes et le décompte définitif aux entreprises.

- Participation de la commune: le montant de la participation de la collectivité est déterminé avec exactitude à la réception du décompte définitif TTC de l'entreprise.

- Un titre de recette est établi par le SDEF représentant le montant TTC des travaux.

Toutes les recettes et les dépenses prévues par la convention doivent être reversées au comptable public et il ne peut y avoir de contraction entre les recettes et les dépenses.

Le montant de la participation financière se décompose de la manière suivante :

	Montant HT	Montants TTC (TVA 20%)	Modalité de calcul de la participation communale	Financement du SDEF	Part communale		Imputation comptable au SDEF
					Total	*dont frais de suivi (déjà calculés dans le total)*	
ECLAIRAGE PUBLIC - Stade - Rénovation	13 000,00 €	15 600,00 €	100% du TTC	0,00 €	**15 600,00 €**	**0,00 €**	458
TOTAL	13000.00	15 600,00 €		0,00 €	**15 600,00 €**		

Cette contribution revêt un caractère forfaitaire basée sur le coût estimé des travaux.

En cas d'augmentation dans le volume des travaux décidée en cours de chantier, ou de toute décision ou fait conduisant au dépassement des enveloppes prévisionnelles, le SDEF informe immédiatement la commune.

Chacune des parties pourra proposer à tout moment un avenant pour modifier la répartition du financement, notamment en raison d'une variation de l'importance relative des dépenses.

Le SDEF appellera la participation selon l'échéancier suivant :

- Un acompte sera demandé à hauteur de 40 % sur la base du montant du bon de commande facturé,
- A hauteur de 70 % ou 80 % suivants selon l'avancement des travaux,
- Le solde à la mise en service de l'ouvrage sur présentation de la facture.

Le SDEF appellera la contribution en un versement, selon l'avancement des réalisations.

Article 6 : Achèvement de la mission et fin de la convention – Durée de la convention

Cette convention s'applique aux travaux : EP - OUV 311 312 PROJECTEURS - KORN AR CHERE

La mission du mandataire prend fin à lors de la réception des travaux. L'accord sur la réception des

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404007-DE

travaux marque la fin de la convention entre le mandant et le mandataire.

Toute modification du projet initial fera l'objet d'un avenant.

Article 7 : Mesures coercitives – Résiliation et pénalités

1/ Si le mandataire est défaillant, **et après mise en demeure infructueuse**, le maître d'ouvrage peut résilier la présente convention sans indemnité pour le mandataire qui subit en outre un abattement égal à 5 % de la part de rémunération en valeur de base à laquelle il peut prétendre.

2/ Dans le cas où le maître d'ouvrage ne respecte pas ses obligations, le mandataire, **après mise en demeure restée infructueuse**, a droit à la résiliation de la présente convention avec indemnité de 5 % du forfait de rémunération en valeur de base.

3/ Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute du mandataire, la résiliation peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties. Le mandataire a alors droit à une indemnité de 5 % du forfait de rémunération en valeur de base.

4/ Dans les trois cas qui précèdent, la résiliation ne peut prendre effet qu'un mois après notification de la décision de résiliation et le mandataire est rémunéré de la part de mission accomplie. Il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire et des travaux réalisés. Le constat contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal qui précise, en outre, les mesures conservatoires que le mandataire doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations et travaux exécutés. Il indique enfin le délai dans lequel le mandataire doit remettre l'ensemble des dossiers au maître d'ouvrage.

Article 8 : Règlement des différends

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet, à l'initiative de la partie la plus diligente, d'une recherche de conciliation préalablement à toute action contentieuse devant le tribunal administratif compétent.

Article 9 : Capacité d'ester en justice

Le mandataire pourra agir en justice pour le compte du maître d'ouvrage jusqu'à l'achèvement de sa mission, aussi bien en tant que demandeur que défendeur. Le mandataire devra avant toute action demander l'accord du maître d'ouvrage.
Toutefois, toute action en matière de garantie n'est pas du ressort du mandataire.

Le 24/10/2024 à Guissény

Pour la commune de GUISSÉNY
Monsieur le Maire
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Fait à Quimper, le

Pour le SDEF
Monsieur le Président du SDEF
Antoine COROLLEUR

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM202404008-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-04008

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 24 OCTOBRE 2024

Convention de servitude au profit de Megalis pour l'implantation d'une armoire technique

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire, indique à l'assemblée que @Megalis Bretagne, dans le cadre du déploiement de la fibre optique sollicite un accord de la commune pour poser une armoire technique sur la parcelle cadastrée section AS numéro 0291 du lotissement du NOGUEL 2, au carrefour de la route du CURNIC et de la route de CLOS EDERN.

Il est proposé d'autoriser Monsieur le maire à signer cette convention qui est annexée à la présente délibération.

Monsieur Raphaël RAPIN, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 15 voix « pour »,*

Article 1 : Autorise le maire à signer la convention annexée à la délibération.

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM202404008-DE

Mégalis BRETAGNE
Syndicat mixte de coopération territoriale

CONVENTION DE SERVITUDE AU PROFIT DE MEGALIS POUR L'IMPLANTATION D'UNE ARMOIRE TECHNIQUE

Entre les soussignés

Le **syndicat mixte de coopération territoriale Mégalis Bretagne** domicilié ZAC Les Champs Blancs - 15 rue Claude Chappe - Bât B - 35510 Cesson Sévigné
représenté aux fins des présentes par Monsieur Loig CHESNAIS-GIRARD , Président, dûment habilité à cet effet

Désigné ci-après sous la dénomination **« Mégalis Bretagne »**

d'une part

Et

La commune de GUISSENY
Réprésentée par M / Mme [Nom/Fonction].....
[Adresse de la collectivité].....

En vertu d'une délibération du ...../...../.....

Désignée ci-après sous la dénomination **« la commune »**

d'autre part

LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM202404008-DE

Mégalis BRETAGNE
Syndicat mixte de coopération territoriale

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités juridiques et techniques de l'autorisation donnée par la commune, propriétaire des parcelles désignées ci-après au profit de Megalis d'y installer une armoire technique SRO (Sous-Répartiteur Optique).

Article 2 - DESIGNATION PARCELLAIRE

La commune, après avoir pris connaissance de l'implantation de l'armoire technique, telle qu'indiquée sur le plan sommaire ci-annexé, accorde à Megalis Bretagne une servitude d'implantation sur la parcelle désignée ci-après dans la commune de GUISSENY.

- Parcelles cadastrées **n°0291** (mais indiqué 1056 également sur cadastre.gouv.fr) section **AS** située GUISSENY
- Servitude : **5 m²**

Article 3 - CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

3.1 Droits et obligations de Megalis

3.1.1 *Droits*

Cette servitude d'implantation donnera droit à Megalis et à toute personne mandatée par lui en accord avec la commune ou son ayant droit (sauf modifications figurant à l'article 4 Clauses et conditions particulières) :

3.1.1.1 D'enfouir dans le sol des artères de télécommunications et leurs dispositifs annexes, y compris l'alimentation électrique, qui seront enterrés à une profondeur d'un mètre par rapport à la surface normale du sol, cette profondeur ne pouvant être réduite sans l'accord du propriétaire et d'installer une armoire technique ;

3.1.1.2 d'une façon générale, d'exécuter tous les travaux nécessaires sur le terrain pour la construction, l'exploitation, la surveillance, l'entretien, la réparation, l'enlèvement de tout ou partie de l'ouvrage ;

3.1.1.3 de procéder aux abattages ou essouchements des arbres ou arbustes nécessaires à l'exécution ou l'entretien de l'ouvrage ci-dessus ;

3.1.1.4 de partager les installations avec un autre opérateur. Megalis informera la commune de cette modification, qui pourra donner lieu à l'établissement d'un avenant à la présente convention.

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM202404008-DE

Mégalis BRETAGNE
Syndicat mixte de coopération territoriale

3.1.2 *Obligations*

Megalis s'engage à :

3.1.2.1 Agir en lieu et place du propriétaire lorsque la réalisation des ouvrages requiert l'accomplissement préalable de procédures établies par les lois et règlements nécessaires à la mise en place de la servitude ;

3.1.2.2 exécuter tous les travaux de telle sorte que les dommages à la propriété et aux cultures soient réduits au minimum ;

3.1.2.3 remettre en état le terrain à la suite des travaux de pose des artères et des travaux de réparation ou d'enlèvement de tout ou partie de l'ouvrage ;

3.1.2.4 assumer la responsabilité de tous dommages trouvant leur origine dans les équipements du réseau ;

3.1.2.5 indemniser l'ayant droit (propriétaire ou exploitant) des dommages qui pourraient être causés au terrain, aux plantations, aux cultures, ainsi qu'aux haies, bois, arbres isolés, en raison de l'exécution des travaux de construction, d'entretien, de réfection ou de suppression des ouvrages ou de l'exercice du droit d'accès au terrain, et, d'une façon générale, de tout dommage qui serait la conséquence directe de ces travaux.

3.2 Droits et obligations du propriétaire

La commune conserve la pleine propriété du terrain.
Elle s'engage :

3.2.1 A permettre, à tout moment, le libre accès à l'ouvrage ;

3.2.2 à s'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation des ouvrages ;

3.2.3 à indiquer la servitude à l'exploitant éventuel du terrain, ou au nouvel exploitant en cas de changement ;

3.2.4 en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux de la parcelle considérée, à indiquer au nouvel ayant droit les servitudes dont elles sont grevées par la convention ;

3.2.5 à signaler par lettre recommandée à Mégalis dans un délai d'un mois, toute intention de démolir, réparer, modifier, clore ou de bâtir la propriété ;

3.2.6 à signaler à Mégalis sis ZAC Les Champs Blancs - 15 rue Claude Chappe - Bât B - 35510 Cesson Sévigné, *au moins dix jours avant leur commencement, toute intention de travaux* susceptibles de porter atteinte à la sécurité des artères (drainages, fouilles, sous-solages, forages, défonçages, enfoncements, etc...) (décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution).

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM202404008-DE

Mégalis BRETAGNE
Syndicat mixte de coopération territoriale

Article 4 - DUREE ET EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention portant création de servitude sera valable pendant toute la durée d'exploitation des équipements ou jusqu'à leur enlèvement par Mégalis, la commune et ses ayant cause étant informés de l'arrivée du terme. Cette convention pourra d'ailleurs être dénoncée à toute époque par Mégalis.
Mégalis aura la pleine et entière jouissance des droits cédés à partir du jour de la signature de la présente convention par la commune.

Article 5 – PUBLICITE FONCIERE

Les parties comparantes, après avoir déclaré que l'état civil indiqué en tête des présentes est exact, donnent tous pouvoirs à Megalis, avec reconnaissance d'écriture et de signature, à l'effet de procéder à la publication et à l'enregistrement de cet acte au service de publicité foncière.
Toutes les stipulations de la présente convention ont été arrêtées, acceptées et signées par les contractants qui déclarent et affirment en avoir eu lecture, et approuvent.

Il sera délivré deux exemplaires, dont un pour Megalis, et un pour la commune.

Fait à GUISSENY le 23 août 2024

La commune de GUISSENY

Pour Mégalis

Le Président,
Loïg CHESNAIS-GIRARD
Pour le Président et par mandat,
Pour Mégalis Bretagne et par délégation,
La société Axione, représentée par

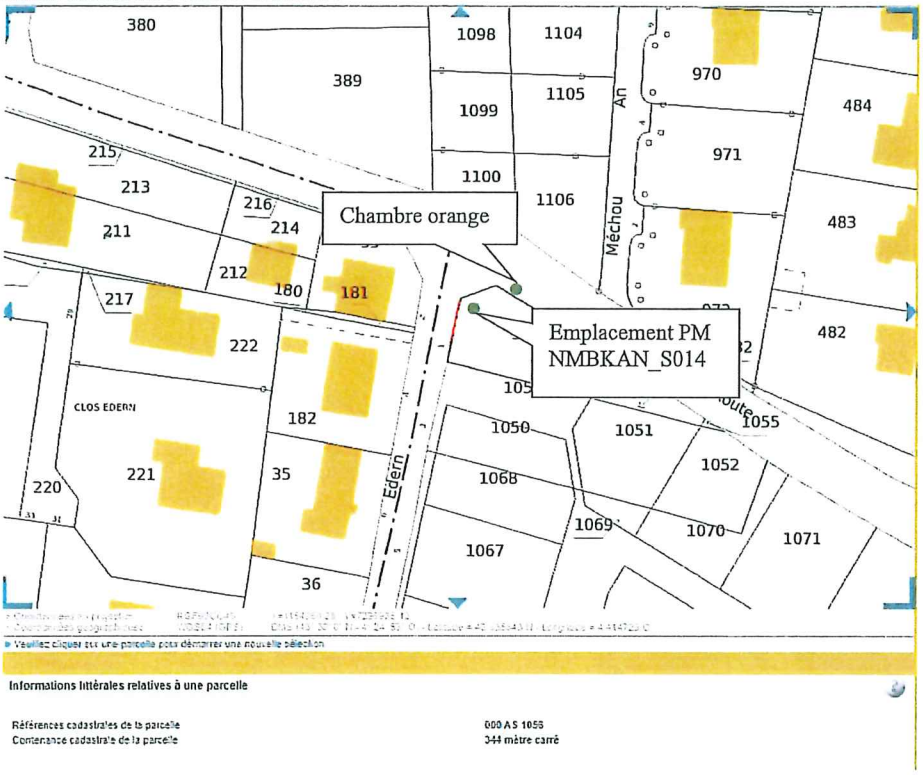
Cyrille EUDE

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM202404008-DE

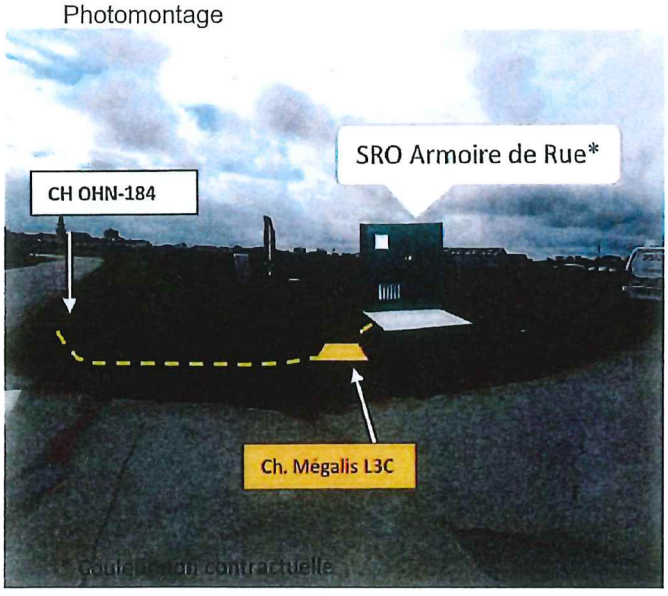
Mégalis BRETAGNE
Syndicat mixte de coopération territoriale

Annexe :

Situation cadastre : CLOS EDERN



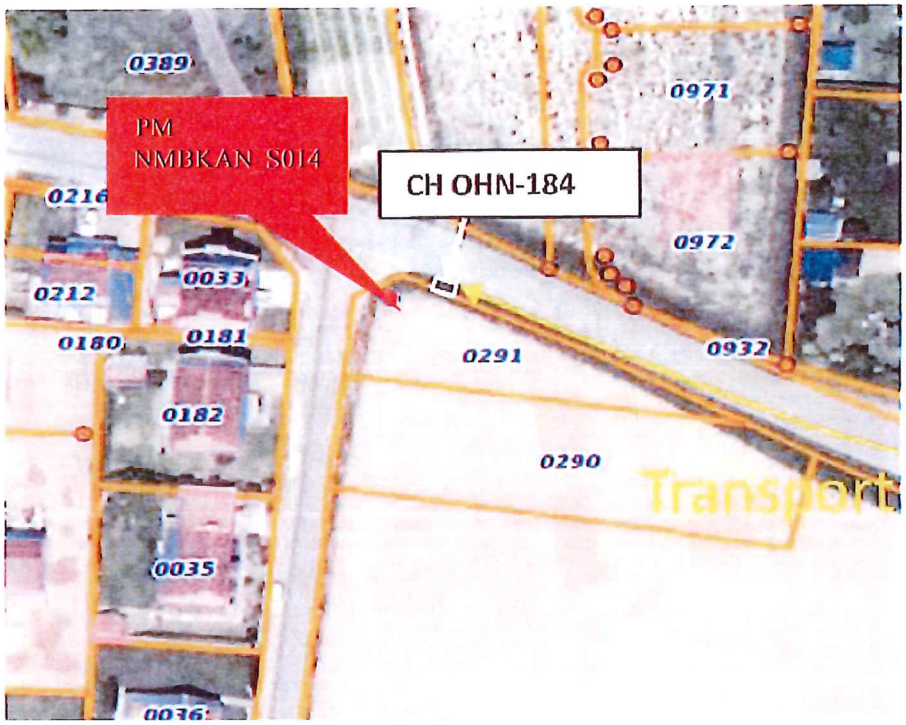
Photomontage



Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM202404008-DE

Mégalis BRETAGNE
Syndicat mixte de coopération territoriale

Plan



Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404009_1-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-04009-1

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 24 Octobre 2024

Travaux sur l'église saint SEZNY – Assistance à maitrise d'ouvrage

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le maire rappelle qu'à la suite du marché de maitrise d'œuvre confié au groupement CANDIO-LESAGE en novembre 2013 et à l'analyse de celui-ci, restitué en mars 2015, la commune avait lancé les marchés de travaux indispensables en 2017. Ces travaux, réparation de charpente avec reprise de partielle de la couverture au droit des travaux de charpente ainsi que de travaux de maçonnerie et de menuiserie, ont été réalisés pour un montant de dépense HT de 256 922,67 € en 2018.

Ces 1ers travaux étaient nécessaires pour tenter d'assainir le bâtiment, et ce choix porté par le conseil municipal, laissait entendre que d'autres travaux devraient être entrepris par la suite. Aujourd'hui nous avons dû traiter la présence de mérule, des infiltrations d'eau et de l'humidité (vraisemblablement lié à la capacité épuratoire des eaux de pluie du réseau de gouttières et caniveaux) mais également à des disfonctionnements des cloches liés à la corrosion, des désordres sur les vitraux, et aux travaux nécessaires sur la couverture-charpente. Nous avons donc rencontré et échangé avec la paroisse sur un calendrier et sur la priorisation des travaux. Il ressort de vous pouvons entreprendre les travaux sur les vitraux, les cloches, la sacristie et les lambris mais qu'il nous faut être accompagné pour les travaux sur la toiture et le réseau d'assainissement des eaux pluviales de l'église.

Je vous propose donc :

- De m'autoriser à solliciter une maitrise d'ouvrage,
- De solliciter pour l'année 2025, la dotation d'équipement de territoire ruraux, DETR pour les travaux sur les vitraux, les cloches, la sacristie et les lambris selon le plan de financement ci-dessous :

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404009_1-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

DÉPENSES		RECETTES		
Objet	**Montant estimatif (HT)**	**Financement**	**Montant sollicité**	**%**
• Restauration des vitraux • Remplacement timonerie des cloches (paliers, brides, jougs,) • Reprise lambris • Restauration sacristie	85 000 € 26 000 € 1 500 € 27 000 €	**DETR 2025** *(Sollicitation 2025)*	83 700 €	60,00 %
		Commune de Guissény (autofinancement minimum de 20 %)	55 800 €	40,00 %
TOTAL	**139 500 €**	**TOTAL**	**139 500 €**	**100 %**

Raphaël RAPIN, rapporteur, entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 15 voix « pour »,*

Article 1 : Valide le plan de financement comme présenté,

Article 2 : Accepte la réalisation des travaux tel que présentés,

Article 3 : Autorise Monsieur le maire solliciter l'assistance à maitrise d'ouvrage,

Article 4 : Autorise Monsieur le maire à signer, au nom et pour le compte de la commune, toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404009_2-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-04009-2

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres en exercice = 15
Présents = 13
Votants = 15

RÉUNION DU 24 Octobre 2024

Travaux sur l'église saint SEZNY - Sollicitation DETR 2025

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le maire rappelle qu'à la suite du marché de maitrise d'œuvre confié au groupement CANDIO-LESAGE en novembre 2013 et à l'analyse de celui-ci, restitué en mars 2015, la commune avait lancé les marchés de travaux indispensables en 2017. Ces travaux, réparation de charpente avec reprise de partielle de la couverture au droit des travaux de charpente ainsi que de travaux de maçonnerie et de menuiserie, ont été réalisés pour un montant de dépense HT de 256 922,67 € en 2018.

Ces 1ers travaux étaient nécessaires pour tenter d'assainir le bâtiment, et ce choix porté par le conseil municipal, laissait entendre que d'autres travaux devraient être entrepris par la suite. Aujourd'hui nous avons dû traiter la présence de mérule, des infiltrations d'eau et de l'humidité (vraisemblablement lié à la capacité épuratoire des eaux de pluie du réseau de gouttières et caniveaux) mais également à des disfonctionnements des cloches liés à la corrosion, des désordres sur les vitraux, et aux travaux nécessaires sur la couverture-charpente. Nous avons donc rencontré et échangé avec la paroisse sur un calendrier et sur la priorisation des travaux. Il ressort de vous pouvons entreprendre les travaux sur les vitraux, les cloches, la sacristie et les lambris mais qu'il nous faut être accompagné pour les travaux sur la toiture et le réseau d'assainissement des eaux pluviales de l'église.

Je vous propose donc :

- De m'autoriser à solliciter une maitrise d'ouvrage,
- De solliciter pour l'année 2025, la dotation d'équipement de territoire ruraux, DETR pour les travaux sur les vitraux, les cloches, la sacristie et les lambris selon le plan de financement ci-dessous :

DÉPENSES		**RECETTES**		
Objet	**Montant estimatif (HT)**	**Financement**	**Montant sollicité**	**%**
• Restauration des vitraux	85 000 €	**DETR 2025** *(Sollicitation 2025)*	83 700 €	60,00 %
• Remplacement timonerie des cloches (paliers, brides, jougs,)	26 000 €	**Commune de Guissény** (autofinancement minimum de 20 %)	55 800 €	40,00 %
• Reprise lambris	1 500 €			
• Restauration sacristie	27 000 €			
TOTAL	**139 500 €**	**TOTAL**	**139 500 €**	**100 %**

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404009_2-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Raphaël RAPIN, rapporteur, entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 15 voix « pour »,*

Article 1 : Valide le plan de financement comme présenté,

Article 2 : Valide la demande de financement pour un montant de 83 700 € au titre de la DETR 2025 pour les travaux sur l'église saint SEZNY,

Article 3 : Autorise Monsieur le maire à signer, au nom et pour le compte de la commune, toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY
29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404012-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-04010

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 24 Octobre 2024

SKOL AN AOD – Assistance à maitrise d'ouvrage

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire indique à l'assemblée que par diverses délibérations, un projet de renaturation du site de SKOL AN AOD a été présenté à la population dans la cadre du projet simplifié d'acquisition publique. Ont alors été évoqués les points suivants :

« Après démolition des bâtiments de l'aile historique du site dit de « SKOL AN AOD », les emprises seront réaménagées en espaces verts naturels selon les principes suivants :

- *Restaurer le site en particulier sur la frange littorale ;*
- *Supprimer l'ensemble des espèces végétales invasives afin de contribuer à limiter leur extension vers les milieux remarquables du site Natura 2000 et privilégier des espèces locales et/ou caractéristiques du paysages littoral breton sur les espaces verts (tamaris, troènes) ;*
- *Favoriser une intégration paysagère depuis le littoral des bâtiments demeurant : « Les Ateliers » (pôle associatif et culturel), école primaire Sainte Jeanne d'Arc ;*
- *Installer des supports d'interprétation permettant un lieu de mémoire du site dit de « SKOL AN AOD » et de sensibilisation des usagers aux espèces végétales et animales, qui les entourent. Un observatoire pourra être installé dans cet optique de sensibilisation. Ces outils pourront être des supports pédagogiques permanents ;*
- *Créer un espace de vie permettant au public d'en faire un lieu de promenade, de rencontres et de partage intergénérationnel ;*
- *Restaurer le tracé du GR34 en façade littoral (le tracé est actuellement dévié de sa trajectoire pour contourner les bâtiments dégradés du site dit de « SKOL AN AOD ») ;*
- *Remettre en état et conforter le mur de soutènement qui sépare l'estran de la partie à renaturer. Ce mur constitue actuellement les fondations du bâtiment de plain-pied situé en limite de la parcelle cadastrée Section AS n°756. »*

Rappelant également la particularité de notre démarche, qui pour 2011, était qualifiée d'innovante, de courageuse. Nous anticipions la loi « CLIMAT et RESILIENCE » avec une renaturation du site qui est directement soumis aux aléas climatiques et plus particulièrement à l'élévation de la mer. En parallèle à la renaturation, nous avons aussi travaillé à la relocalisation de la zone urbanisée en continuité de l'agglomération.

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404012-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

De plus, c'est tout récemment que le projet de « Mise en découverte du marais du CURNIC et des milieux littoraux de GUISSENY » a été présenté à Monsieur SETBON, Sous-Préfet de Brest et à Monsieur Stéphane BURON, Directeur de la DDTM, lesquels nous ont conseillé de l'inclure dans le projet global de renaturation du site dit de SKOL AN AOD (Annexe : CM23-05011-2 - Annexe 1 - Restitution Maisondeladigue.pdf)

Monsieur le maire rappelle que l'EPFB a acquis le site le 13 décembre 2023 et rappelle le montant total estimé des travaux de 1 876 700,00 € HT pour l'acquisition et une démolition de la friche ; puis une renaturation de cet espace proche du littoral.

SITE de SKOL AN AOD - RENATURATION ET MAISON DE LA DIGUE ESTIMATION DU COÛT DES TRAVAUX		
Démolition ex-bâtiments scolaires de SKOL an AOD		
Code	Désignation	Montant € HT
1	ACQUISITION DUP / ETUDES PREALABLES / MISSIONS D'ACCOMPAGNEMENT	421 000,00 €
1.1	Acquisition suite DUP	213 000,00 €
1.2	Marché de maîtrise d'œuvre : Architecte paysagiste, BET, BEVRD	100 000,00 €
1.4	Missions SPS - Contrôleur technique	22 000,00 €
1.5	Diagnostic amiante avant démolition	7 500,00 €
1.6	Diagnostic plomb avant démolition	3 000,00 €
1.7	Diagnostic déchets avant démolition	12 000,00 €
1.7	Repérage réseau	4 000,00 €
1.8	Audit environnemental du sol	9 500,00 €
1.9	Mission PAF (Programmation Active en FINISTERE) - Réemploi sur site des déchets, matériaux...	25 000,00 €
1.10	Sécurisation du site	25 000,00 €
1	TRAVAUX PREPARATOIRES	26 000,00 €
1.1	Contacts et autorisations préalables (DICT, concessionnaires, emprises voiries, etc.)	500,00 €
1.2	Constat d'huissier - avant travaux	500,00 €
1.3	Protections des avoisinants et voiries, signalisations, clôtures, sécurisation des opérations	5 000,00 €
1.4	Installations et préparation chantier - cantonnement	6 000,00 €
1.5	Débroussaillage général y compris élimination des déchets verts	7 000,00 €
1.6	Fourniture et pose d'un panneau de chantier	500,00 €
1.7	Mise en place et gestion de la télésurveillance	6 000,00 €
1.8	Etablissement d'un plan de retrait amiante	500,00 €
2	DESAMIANTAGE BATIMENT 3 - TOITURE	12 500,00 €
2.1	Analyses d'empoussièrement et contrôles visuels	2 500,00 €
2.2	Retrait et élimination des plaques ondulées en fibre-ciment y compris protections, retrait des éléments non décontaminables sous-jacents (bois, isolation...), ramassage des débris et déchets annexes (EPI, EPC, suivi par BSDA...)	10 000,00 €
3	TRAVAUX DE DECONSTRUCTION DES BATIMENTS	497 300,00 €
3,1	Bâtiment A	215 600,00 €
3.2	Bâtiment B	161 700,00 €
3.3	Bâtiment C	35 200,00 €
3.4	Aléas Amiante	120 000,00 €
"la maison de la DIGUE"		
4	ETUDES PREALABLES / MISSIONS D'ACCOMPAGNEMENT	50 000,00 €
4.1	Etude programmation détaillé	33 000,00 €
4.2	Mission complémentaire scénographie, muséographie	17 000,00 €
5	TRAVAUX de la "maison de la digue"	302 900,00 €
5.1	Création sur les arches conservées de la maison de la digue et l'observatoire	176 000,00 €
5.2	Station d'accueil - Aménagement porte d'entrée digue du CURNIC	31 400,00 €
5.3	Scénographie et muséographie, panneaux d'interprétation,	95 500,00 €
Renaturation et aménagement extérieur		
6	TRAVAUX COMPLEMENTAIRES	560 000,00 €
6.1	Dépose réseaux enterrés - retrait végétaux invasifs - démolition et évacuation bitume	100 000,00 €
6.2	Apport terre végétale - plantations - aménagement aire de stationnement paysager	300 000,00 €
6.3	Mobilier urbain - aménagement paysager	130 000,00 €
6.3	Clôtures (ganivelles, murets pierre...)	30 000,00 €
7	RECEPTION DES TRAVAUX - LIVRAISON DU TERRAIN ET REMISE EN ETAT	7 000,00€
5.3	Relevé topographique intégral par un géomètre expert	3 500,00 €
5.4	Constat d'huissier - après travaux	1 000,00 €

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404012-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

5.5	Emission d'un DOE	2 500,00 €
	TOTAL TRANCHE Démolition ex-bâtiments scolaires de SKOL an AOD	956 800,00 €
	TOTAL TRANCHE "la maison de la DIGUE"	352 900,00 €
	TOTAL TRANCHE Renaturation et aménagement extérieur	567 000,00 €
	COÛT TOTAL ESTIME	**1 876 700,00 €**

Il n'a échappé à personne que la réalisation du projet ne pourra se faire sur une seule année, et que l'EPFB est chargé que d'une partie de l'ensemble des travaux. Aussi nous avons rencontré les diverses parties prenantes et échangé sur la réparation des travaux :

- ***EPFB :*** De l'acquisition à la démolition avec l'ensemble des études liées à la démolition (études structures, espèces animales et végétales, etc ...)
- ***Commune de GUISSENY :*** La renaturation et le projet de la maison de la digue

Ainsi pour poursuivre notre projet il nous appartient de nous associer à une assistance à maitrise d'ouvrage pour chacune des thématiques.

Je vous propose donc de m'autoriser à solliciter BMa afin de les mandater pour ce travail et de m'autoriser à négocier avec eux dans les enveloppes maximums indiquées ci-dessous :

1. AMO pour la renaturation estimée à 35 000 €,
2. AMO pour la maison de la digue estimée à 45 000 €

Raphaël RAPIN, rapporteur, entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, *par 14 voix « pour », 1 voix contre* (Jean-Louis BONDU) des suffrages exprimés

Article 1 : Autorise Monsieur le maire à solliciter et négocier avec BMa dans la limite des enveloppes indiquées
Article 2 : Autorise Monsieur le maire à signer, au nom et pour le compte de la commune, toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404011-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-04011

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 24 Octobre 2024

Participation financière au salon des auteurs et autrices programme en avril 2025

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Madame Renée GALL, Adjointe au Maire en charge de la dynamique locale, indique que dans le cadre des activités pédagogiques et plus particulièrement l'enseignement de la culture, un salon des auteurs et autrices va être organisée en avril 2025.

L'association en charge de la bibliothèque de Kerlouan porte ce projet. 4 communes du territoire sont intéressées par cette démarche ludique pour les enfants : la commune de Guissény, Kerlouan, Plouider et Plounéour-Brignogan-plages. Aussi, afin de permettre l'organisation chaque commune intéressée s'engage à verser à l'association organisatrice de l'évènement un montant de 500 €. La subvention permettra de supporter les frais d'hébergement, de déplacement et de nourriture des auteurs et autrices participants.

Il est demandé à l'assemblée de verser une subvention exceptionnelle de 500 € à l'association gérant la bibliothèque de Kerlouan en participation à l'organisation de la manifestation.

Madame Renée GALL, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 15 voix « pour »,*

Article 1 : accepte le versement d'une subvention exceptionnelle de 500 € à l'association qui gère la bibliothèque de Kerlouan pour participation aux frais à engager pour la venue des auteurs et autrices dans le cadre de l'organisation du salon en avril 2025.

Article 2 : autorise Monsieur le maire à signer, au nom et pour le compte de la commune, toutes pièces relatives à cette affaire.

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404012_1-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY
N°CM/24-04012

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres	
en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 24 Octobre 2024

Lettre d'engagement dans le cadre du projet « micro-folie »

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Madame Renée GALL, Adjointe au Maire en charge de la dynamique locale, informe que la ville de Guissény souhaite adhérer au projet « micro-folie » piloté par la commune de Lesneven.

10 communes de la Communauté de communes Lesneven Côte des Légendes souhaitent se doter ensemble d'une micro-folie mobile qui circulera sur le territoire avec l'objectif de toucher au plus près les habitants. Qu'elle s'installe au sein d'une médiathèque, d'une école, d'un musée ou d'une salle municipale elle permettra de donner accès à l'art et aux collections des plus grands musées nationaux ainsi que de proposer un Fab Lab mobile, une ludothèque itinérante et des casques de réalité virtuelle.

Le médiateur qui accompagnera le déploiement de cette Micro-Folie mobile sera embauché par la commune de Lesneven au sein de son service culturel, sous la responsabilité de la directrice du service culturel. Il sera chargé d'organiser le lien avec les partenaires du territoire, de leur présenter le dispositif afin que celui-ci serve au mieux les objectifs des structures de lieux d'accueil. Il sera en charge du planning de la tournée de la micro-folie et de la médiation en accueil de groupe et en accueil individuel.

Les objectifs de cette Micro-Folie :

- ✓ Aller vers le public : selon le partenaire et le lieu d'accueil de la Micro-Folie, le dispositif permettra **de toucher un large panel de public (adolescents si accueil au sein d'un accueil jeune, familles si accueil au sein d'un centre socio culturel, sénior si accueil au sein d'un EHPAD, personnes fragiles si accueil en partenariat avec un CCAS...)**
- ✓ Proposer au public **d'être acteur** : par l'utilisation des outils de création du Fab Lab, en organisant des ateliers dans différentes communes grâce à la mobilité de l'outil
- ✓ **Formaliser un espace d'échanges** : en organisant un espace d'accueil et d'échanges au sein de la commune, la Micro-Folie ouverte sur des horaires adaptés, permet au public de se rencontrer, de jouer, de se cultiver et de partager une même expérience culturelle
- ✓ D'appuyer les projets et les actions des structures déjà existantes sur le territoire en proposant des programmations et des rendez-vous adaptés aux besoins de habitants et des structures

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404012_1-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Retro-planning :

Octobre 2024 : lancement de la procédure de recrutement du chargé de médiation

Novembre 2024 : signature de la lettre d'engagement par les communes partenaires

Janvier 2025 : arrivée du chargé de recrutement

Février 2025 : arrivée de la Micro-Folie mobile en prêt

Avril 2025 : formalisation de l'acte d'achat de la Micro-Folie mobile pérenne

Juin 2025 : la Micro-Folie est prête à circuler sur le territoire + signature de la convention pour chaque commune partenaire

Septembre 2025 : démarrage de la tournée

Entre janvier et juin 2025 est donc prévu une phase de préfiguration et de préparation de la mise en œuvre de la Micro-Folie. Cette phase est l'occasion de sensibiliser les partenaires du territoire, de former le chargé de médiation, de formaliser les documents contractuels entre les différentes communes et de formaliser les documents d'achat de la Micro-Folie mobile pérenne.

FINANCEMENT :

Investissement	Budget prévisionnel	Plan de financement prévisionnel
Micro-Folie mobile (Musée numérique +casque VR + fablab + ludothèque)	59 191,60€	Subvention territoire Numérique éducatif 50% : 29 595,80€ Subvention département 30% : 17 747,58€ 10 communes 20% : 11 838,32€
Matériel informatique du chargé de médiation	1500,00 €	10 communes 100% : 1500€

Fonctionnement	Budget prévisionnel annuel	Plan de financement Pendant 3 ans
Poste de chargé de médiation cat B. filière animation ou culturelle	48 000,00€	Subvention versée par l'Etat dans le cadre du Volontariat territorial en administration : 15 000€ 10 communes : 33 000€
Adhésion au réseau Micro-Folie	1 000,00€	Offert la première année puis prise en charge par les communes

La commune de Lesneven refacturera une fois par an aux autres communes partenaires les coûts d'investissement et de fonctionnement de l'outil et du chargé de médiation.

Le chargé de médiation sera recruté dans le cadre d'un Volontariat territorial en administration sur un contrat de 18 mois renouvelable une fois, soit pour une durée de trois ans. A l'issue de cette période les modalités de pérennisation du poste seront à définir entre les communes participantes.

Madame Renée GALL, rapporteur entendu,

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404012_1-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 15 voix « pour »,*

Article 1 : Valide le principe de participation au dispositif Micro-folie mobile pour les années 2025-2026 et 2027

Article 2 : autorise le Maire à signer la lettre d'engagement auprès de la commune de Lesneven de participer au projet micro-folie 2025.

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY
29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM24_04012-DE

Guissény
Gwiseni

Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

Guissény, le 28 octobre 2024

Mme Claudie BALCON
Maire
Place du Château
CS 590089
29260 LESNEVEN

N/Réf : DG/NDB/2024-1001
Objet : Lettre d'engagement à participation au dispositif Micro-Folie mobile année 2025, 2026 et 2027
Affaire suivie par : Nathalie DUPUY-BERGE, DGS

Madame Claudie Balcon, maire de Lesneven,

Nous avons le plaisir de vous confirmer le souhait de la commune de Guissény de participer au projet Micro-Folie mobile à compter de l'année 2025.

Cet outil numérique, permet de mettre à disposition des habitants l'accès à des œuvres d'arts des plus grands musées nationaux, de proposer un Fab Lab mobile, une ludothèque itinérante autour du thème de l'art et des casques de réalité virtuelle. Il répond notamment aux objectifs du projet de territoire :

-en soutenant et renforçant le lien social, par la promotion de l'accès à la culture

-en faisant de la culture un atout clef pour le territoire et son attractivité

-en donnant accès à un maillage de services de proximité, à des équipements de qualité, à une offre sociale, culturelle et de loisirs

En prenant part à ce projet commun nous nous engageons à :

-participer et se tenir informé du contenu des réunions autour de ce projet et de son évolution

-accueillir dans les meilleures conditions la Micro-Folie mobile sur notre commune (ou participer sur une commune proche), en respectant le planning établi en amont, en lien avec le chargé de médiation qui sera recruté et qui devra avoir un interlocuteur référent pour l'accueil du dispositif dans notre commune.

-signer la convention entre la commune de Guissény et la Ville de Lesneven qui formalisera en détail les aspects juridiques et financiers du projet dont notamment la participation au co-financement du dispositif chaque année au prorata du nombre d'habitants de notre commune. Ce coût annuel nous sera refacturé par la Ville de Lesneven à chaque fin d'année.

Nous informons que nous désignons Mme Renée GALL, Adjointe au Maire en charge de la dynamique locale, en tant que référent communal, qui est à votre disposition pour la mise en œuvre pratique du projet.

La commune s'engagera pour la durée pluriannuelle du projet soit une première période de 3 ans à minima.

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM24_04012-DE

Vous remerciant pour la mutualisation des moyens que vous mettez en œuvre et qui permettra la réalisation du projet, je vous prie, Madame le Maire, d'agréer mes sincères salutations.

Le maire

Raphaël RAPIN

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404013-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-04013

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 24 Octobre 2024

Règlement intérieur de la salle omnisport Jean Fily

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Madame René GALL, Adjointe au Maire en charge de la dynamique locale, rappelle à l'assemblée que la salle Omnisports « Jean Fily » peut, dans le cadre de la gestion du domaine communal, être mise à la disposition des différents utilisateurs qui en feraient la demande pour l'exercice d'activités sportives mais aussi récréatives, éducatives, culturelles, et plus généralement de loisirs.

L'utilisation prioritaire doit d'abord être envisagée pour les activités sportives.

Les modalités d'utilisation de cet équipement doivent être définies, afin que les mises à dispositions à ces catégories d'usagers se déroulent dans des conditions optimales.

Madame René GALL, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 15 voix « pour »,*

Article 1 : Approuve le principe de la mise à disposition de la salle Omnisports « Jean Fily »;

Article 2 : Approuve les conditions d'utilisation pour les manifestations ponctuelles de ladite salle telles qu'elles figurent en annexe dans le règlement intérieur.

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404013-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

RÈGLEMENT INTERIEUR
DE LA SALLE JEAN FILY
Goas ar Puns
29880 GUISSENY

Manifestations ponctuelles

ARTICLE 1 – CONDITIONS DE RÉSERVATION

1.1 – Convention de mise à disposition

Toute réservation de la salle Jean Fily fera l'objet d'une convention signée par l'élue ayant délégation et l'organisateur de la manifestation. La mise à disposition ne prendra effet qu'après signature de la convention. L'organisateur doit avoir pris connaissance du règlement qui régit l'utilisation des locaux de la salle Jean Fily et doit, en conséquence, s'y conformer. Dans ce cas, l'année de la convention se base sur l'année scolaire.

1.2 – **Modalités de réservation**

Toute demande de réservation doit être faite auprès de la mairie. Ces demandes seront soumises à la validation des élus. Sauf dérogation de la mairie, aucune manifestation ne sera acceptée dans un délai inférieur à un mois avant la date de début de montage de la manifestation prévue.

1.3 – Durée de mise à disposition

Toute mise à disposition est conclue pour une durée équivalente à la durée de la manifestation- montage et démontage compris. Aucune opération de montage ou démontage ne pourra être admise en dehors de la période contractuelle sauf autorisation de la mairie.

ARTICLE 2 – CONDITIONS D'UTILISATION

2.1 – Conditions générales

Toute utilisation doit se faire dans le respect du règlement intérieur des locaux, des consignes de sécurité, du cahier des charges et des horaires de fermeture. Il en est de même pour l'ordre public, l'hygiène et les bonnes mœurs.

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404013-DE

La salle est conçue de façon à pouvoir accueillir des animations dans les domaines culturels, sportif et associatif.

Culturel et associatif : représentation scénique (théâtre, chorale, spectacle de danse, musique, spectacle vivant en général, spectacles entrant dans la programmation des saisons culturelles, expositions...).

Sportif : évènements sportifs dont les équipements du complexe permettent la pratique.

L'extérieur des locaux doit également être respecté : des aires de stationnement sont agencées à proximité de la salle Jean Fily, des emplacements pour personnes à mobilité réduite sont prévus. Le stationnement sur les voies de circulation réservées aux services de sécurité doit être dégagées pendant toute la durée de la manifestation, Il est formellement interdit de fumer et de vapoter à l'intérieur de la structure.

Il est interdit de cuisiner (production de crêpes, frites, etc.) dans la salle.

Aucun animal n'est admis dans la salle sauf si, dans le cadre de la manifestation, cela est nécessaire, seuls les chiens guide sont acceptés.

L'utilisation de chaussures de ville à talons hauts est interdite sur le sol sportif. Dans le cadre d'une manifestation susceptible d'altérer la qualité du sol, il devra être protégé grâce à des moyens adaptés.

L'utilisation de certains équipements dans la salle devra faire l'objet d'une protection du sol (table ; chaises et barrières, etc).

L'évacuation du public dans le cadre des manifestations est prévue à 1h du matin et ne doit en aucun cas excéder cet horaire sauf autorisation exceptionnelle.

2.2 - responsabilité

L'organisateur s'engage à prendre la responsabilité des locaux, du matériel mis à disposition, du public accueilli, et à régler les dommages éventuels occasionnés pendant la durée de la manifestation.

Tout utilisateur devra justifier d'une assurance couvrant les participants et les bénévoles associatifs contre tous dommages non limitatifs tels que explosions, vols, catastrophes naturelles, dégradations volontaires et involontaires. L'attestation de police d'assurance sera à joindre au dossier de réservation de la salle.

La mairie ne pourra être mise en cause en cas de :

- vol ou autre fait délictueux dont l'organisateur ou ses prestataires de service pourraient être victimes dans les lieux.

- actes de malveillance ou de sabotage émanant de personnes étrangères à l'organisation et se traduisant par des dommages corporels et matériels,

- mesures de sécurité prises par les services de gendarmerie.

2.3 – Utilisation des locaux et des extérieurs

Pendant la manifestation, l'organisateur s'engage à n'utiliser que la salle et le matériel mis à sa disposition dans le cadre de la convention et après accord d'utilisation. Le matériel est à réserver au minimum 2 mois avant la manifestation, des visites seront effectuées et un état des lieux contradictoire sera dressé en présence des organisateurs.

2.4 – Débit de boissons

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404013-DE

L'ouverture exceptionnelle d'un débit de boissons de catégorie 2 (vin, b[illegible] d'alcool) doit faire l'objet d'une autorisation de la mairie de Guissény.

2.5 – Règlements des droits d'auteurs

Dans le cadre d'une manifestation utilisant de la musique, l'organisateur s'engage à contacter la SACEM pour le règlement des droits d'auteurs.

Dans le cadre d'une manifestation théâtrale, l'organisateur s'engage à contacter la SACD pour le règlement des droits d'auteurs.

2.6 Billetterie

L'organisateur de toute manifestation s'engage à ne pas dépasser la jauge maximale fixée pour la salle.

La mairie de Guissény pourra être amenée à contrôler à tout moment le nombre de personnes que l'organisateur aura laissé entrer et à stopper les entrées si elle l'estime nécessaire pour le bon déroulement de la manifestation et pour des raisons de sécurité.

2.7 – Conditions techniques

La préparation de la salle avant la manifestation est du ressort de l'organisateur.

2.8 – Sécurité

L'organisateur s'engage à respecter la destination de la salle et règlementation en matière de sécurité pour les Etablissements Recevant du Public (ERP), la salle Jean Fily étant un bâtiment de type L - X et de catégorie 2 (l'effectif total du public accueilli est de : 1032 personnes).

Les puissances admises par les alimentations électriques devront être respectées, de même que pour l'emploi de matériaux classés pour les éléments décoratifs et l'emploi de matériel de sonorisation.

Aucun obstacle ne devra jamais entraver l'accès aux issues de secours.

L'organisateur devra être tenu informé, par un représentant de la mairie, de toutes les recommandations concernant les dispositifs de sécurité du bâtiment (extincteurs, sorties de secours, numéros d'appel des services de secours...).

En règle générale, la sécurité des personnes présentes lors de la manifestation sera assurée par l'utilisateur de la salle Jean Fily conformément à la règlementation en vigueur. Une personne en charge de la sécurité sera nommée et son nom sera communiqué 48 heures au plus tard avant le début de la manifestation. Cette personne veillera à l'ouverture et à la fermeture des portes, à l'extinction des lumières et à la fermeture des portes à l'issue de la manifestation, après s'être assurée de l'évacuation totale du public.

Pour toute manifestation, l'organisateur doit avoir connaissance de la règlementation en vigueur en termes d'accueil du public et s'engage à la respecter. Il en va de même pour la règlementation relative au spectacle vivant.

Le nombre d'agents de sécurité pourra varier en fonction de la manifestation (type d'animation, évaluation de la fréquentation du public...).

Un questionnaire concernant les mesures de sécurité pourra être demandé à l'organisateur, pour des manifestations de grande ampleur afin d'apprécier les garanties sur sécurité des personnes et des biens.

L'utilisateur s'engage à laisser le libre accès aux personnes autorisées par la mairie de Guissény et les membres de la commission de sécurité dans l'exercice de leur fonction.

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404013-DE

2.9 – Code du travail

L'organisateur s'engage à respecter les obligations légales en cas d'embauche de salarié pour le déroulement d'une manifestation.

2.10 – Rangement et nettoyage

Le matériel devra être dans les mêmes conditions et dans les mêmes lieux que lors de leur prise de possession.

Le responsable de la manifestation devra s'assurer du nettoyage minimum des locaux avant son départ. Cela comprend le ramassage et le stockage des déchets dans les containers prévus à cet effet. Le tri des déchets est obligatoire.

Les locaux doivent être rendus dans un état de propreté satisfaisant, dans le cas contraire il sera demandé à l'association organisatrice de la manifestation de procéder au nettoyage, à défaut la collectivité se chargera de l'entretien qui restera à la charge de l'association (facture). Un état des lieux de sortie sera fait par un représentant de la mairie de Guissény.

2.11 – Dégradations

L'organisateur s'engage à déclarer toute dégradation, aussi minime soit-elle, à la mairie de Guissény.

En cas de disparition de matériel, de déprédations constatées ou d'entretien insuffisant des locaux, une facture sera établie. De plus, la Commune de Guissény se réserve le droit de ne plus attribuer la salle Jean Fily à un utilisateur n'ayant pas respecté le règlement auparavant.

2.12 – Modification du règlement

Le règlement pourra être revus si cela s'avère nécessaire.

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM24041014-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-041014

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres en exercice = 15
Présents =
Votants =

RÉUNION DU 24 Octobre 2024

Dénomination de voie et lieu-dit

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Madame Maud LE QUÉRÉ, conseillère municipale, membre de la commission urbanisme, informe qu'Il appartient au Conseil municipal de choisir, par délibération, le nom à donner aux rues, voies, places et lieux-dits de la commune.

La dénomination des voies communales est laissée au libre choix du Conseil municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même.

Il convient pour faciliter le repérage, pour les services de secours, le travail des préposés de la poste et d'autres services publics ou commerciaux, la localisation GPS..., d'identifier clairement les adresses des immeubles et de procéder à leur numérotation.

Le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que le Maire peut prescrire en application de l'article L2213-28 du code général des collectivités territoriales au terme duquel dans toutes les communes où l'opération est nécessaire le numérotage des maisons est exécuté par arrêté du maire. L'entretien du numérotage est à la charge du propriétaire qui doit se conformer aux instructions ministérielles ».La première plaque est fournie par la mairie.

Le principe général de numérotation qui a été retenu est le principe de numérotation séquentielle :

- Les habitations sont numérotées de 2 en 2 en partant du centre de la ville vers l'extérieur pour la voie la plus directe,
- Les numéros pairs sont placés du côté droit de la rue 2/4/6/8 etc.
- Les numéros impairs sont placés du côté gauche de la rue 1/3/5/7 etc.
- Pour intercaler des nouvelles habitations, il est possible d'utiliser les numéros bis et ter.

Pour cette année particulière qui commémore les 80 ans de la libération, le Conseil Municipal souhaite rendre hommage aux Guisséniennes, Guisséniens et civils fusillés lors de la libération. Le Conseil Municipal souhaite leur rendre hommage en mémoire de leurs actes de résistance et de bravoure.

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM24041014-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Madame Maud LE QUÉRÉ, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 15 voix « pour »,*

Article 1 : valide le principe général de numérotation,

Article 2 : décide que la commune fournira une plaque numéro uniquement aux administrés concernés par le changement de numéro ou lors d'attribution d'un nouveau numéro,

Article 3 : décide que les administrés concernés, seront informés par courrier dans lequel sera mentionné que la plaque sera à récupérer en mairie aux dates indiquées. Ledit courrier sera distribué par les élus,

Article 4 : autorise Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404015-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-04015

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 24 Octobre 2024

Dotation annuelle pour la gestion de la future réserve naturelle régionale de Guissény

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Joël PASCOËT, conseiller délégué à l'environnement, indique à l'assemblée que la phase de préfiguration de la future Réserve naturelle régionale « Marais, Dunes, Baies de Guissény » s'est terminée avec le COPIL de clôture le 6 septembre et la remise officielle du dossier de classement à la Région le 8 octobre. La procédure de classement va se poursuivre pendant 6 mois avec une phase de consultation du public et de différentes instances étatiques, ainsi que des passages en commission. L'arrêté de classement de la Région devrait ainsi être pris à la mi-2025.

Le classement des terrains publics (principalement du Conservatoire du littoral et de la Commune de Guissény), des terrains privés dont les propriétaires ont donné leur accord et du domaine public maritime de l'Etat porte le périmètre de la future RNR a un peu plus de 600 hectares.

En fonction des modalités de l'aide financière régionale en faveur des RNR, une dotation annuelle de 55 000 € voire 60 000 € sera attribuée par le Conseil régional à la Commune de Guissény en tant que gestionnaire de la future réserve.

Pour 2024, une dotation proratisée sera attribuée à la commune au prorata du nombre de mois restant à partir du dépôt de la demande de classement, soit trois mois (octobre à décembre). Cette dotation va permettre à la fois de couvrir des dépenses de personnel, mais aussi de faire l'acquisition de matériels nécessaires au bon fonctionnement des missions.

Joël PASCOËT, rapporteur entendu,

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404015-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal *par 13 voix « pour », par 2 voix contre (Gwendoline VLAEMYNCK et Jean-Yves ROUDAUT)* des suffrages exprimés,

Article 1 : Autorise Monsieur le Maire à solliciter l'aide du Conseil Régional pour la dotation annuelle 2024 en faveur du projet de Réserve naturelle régionale.

Article 2 : Autorise Monsieur le maire à signer toutes les pièces relatives à cette affaire

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404016-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-04016

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 24 Octobre 2024

Sollicitation fonds vert pour l'élaborer un plan d'action pour une adaptation de la Réserve naturelle régionale de Guissény (en projet) au changement climatique - Stage étudiant

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Joël PASCOËT, conseiller délégué à l'environnement, indique à l'assemblée, que le Conseil régional au regard des grands enjeux et des objectifs de la future Réserve naturelle régionale de Guissény, a proposé d'intégrer le site dès 2024-2025 dans une démarche régionale impliquant 6 réserves naturelles (classées ou en projet). Le projet est intitulé « Réserves naturelles et changement climatique en Bretagne ». Ce programme est financé et piloté par le Conseil régional et la DREAL.

L'enjeu de la vulnérabilité du patrimoine naturel et de la biodiversité face aux impacts du changement climatique a en effet été identifié comme prioritaire et notamment deux besoins :

- L'amélioration de la connaissance des impacts du changement climatique sur les milieux naturels, les espèces et les fonctions écologiques,
- La mise en place d'outils et de méthodologies pour intégrer l'adaptation au changement climatique, en transversalité, dans les politiques de la biodiversité, qu'il s'agisse de préservation et/ou restauration des continuités écologiques, que de création ou gestion d'aires protégées.

Le projet a ainsi pour objectif d'établir un plan d'action pour une adaptation au changement climatique propre à chacune des réserves. La méthode d'élaboration est issue du programme LIFE Natur'Adapt (2018-2023) porté par Réserves Naturelle de France. Le Conseil régional va assurer la coordination régionale pour favoriser les échanges entres sites et chaque site va recruter un stagiaire de Master. Ce plan d'adaptation sera particulièrement utile à la commune pour l'élaboration conjointe du plan de gestion de la future RNR.

Il est proposé de recruter un·e étudiant·e de niveau Master 2 pour une période de 6 mois à partir de mars-avril 2025. Les agents du service environnement participeront à l'encadrement du stage et aux échanges inter-réserves coordonnés par la région. Il est proposé de solliciter du fonds vert pour le financement du stage complété par l'autofinancement dans le cadre de la dotation pour le fonctionnement annuel de la réserve, selon le budget prévisionnel suivant :

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404016-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

DÉPENSES		RESSOURCES	
DÉPENSES	Montant TTC	ORIGINES	Montant
Rémunération d'un stagiaire sur une durée de 6 mois (850 heures)	3 700,00 €	État (Fonds vert) *80 % si collectivité*	5 072,00 €
Responsable espaces naturels [futur poste conservateur] (salaire et charges, 35 heures)	1 050,00 €		
Chargé de mission plan de gestion (salaire et charges, 60 heures)	1 590,00 €	Auto-financement et dotation globale	1 268,00 €
Acquisition de matériel	0,00 €		
***TOTAL DES DEPENSES**	**6 340,00 €**	***TOTAL DES RESSOURCES**	**6 340,00 €**

Joël PASCOËT, rapporteur, entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal *par 12 voix « pour », par 2 voix contre (Gwendoline VLAEMYNCK et Jean-Yves ROUDAUT) et 1 abstention (Jean-Louis BONDU)* des suffrages exprimés,

Article 1 : approuve l'élaboration d'un plan d'action pour une adaptation de la Réserve naturelle régionale de Guissény (en projet) au changement climatique,

Article 2 : Autorise Monsieur le maire à solliciter l'aide de l'État au travers du fonds vert tel que proposé par le plan de financement

Article 3 : Autorise Monsieur le maire à procéder au recrutement d'un stagiaire contractuel pour accompagner le service environnement dans l'élaboration du plan d'adaptation.

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404017-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-04017

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 24 OCTOBRE 2024

Élaborer une stratégie d'accueil et un observatoire de la fréquentation sur la future Réserve naturelle régionale de Guissény - Stage étudiant

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Joël PASCOËT, conseiller délégué à l'environnement, indique à l'assemblée, que les espaces naturels de Guissény sont très attractifs : ils constituent à la fois un élément fort de la qualité du cadre de vie des habitants et un espace d'usages professionnels et de loisirs divers. Le classement en Réserve naturelle régionale offrira une visibilité d'autant plus importante mais sera surtout un outil permettant d'améliorer l'accueil, l'information et la sensibilisation sur le site.

Bien que ne disposant pas de chiffre précis, les différentes données et observations permettent d'estimer à plus de 50 000 visites annuelles tous usages confondus. Les enjeux d'accueil et d'organisation de la fréquentation sont donc importants. La qualité de l'accueil et de l'information est une conditions clé du respect des milieux naturels et de la réglementation associée.

L'espace naturel littoral à Guissény est par nature ouvert : il est possible d'y accéder par de très nombreux chemins, parkings, accès plages. A titre exemple, environ 30 accès plages de toute nature sont dénombrés du COUFFON au VOUGO. Il est donc nécessaire d'affiner notre connaissance sur :

- Les besoins d'informations sur site : types de supports (panneaux, vitrines, bornes, signalisation, etc.), les lieux à équiper ;
- Les aménagements ponctuels nécessaires pour organiser au mieux la fréquentation (ex. : escaliers, chicanes, parkings vélos, barrières) ;
- Les aménagements des parkings qui constituent les principales portes d'entrée des visiteurs sur l'espace naturel ;
- Le plan de circulation sur la RNR (esquissé dans le cadre de la réglementation)
- Les outils d'observation de la fréquentation sur le site afin de suivre son évolution et d'évaluer l'accueil mis en place (ex. : éco-compteurs, comptages réguliers, enquête auprès des usagers) ;
- Le phasage des aménagements et des études en fonction de priorités identifiés et des moyens nécessaires.

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404017-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Monsieur Joël PASCOËT propose de recruter un(e) étudiant(e) de niveau Master 2 pour une période de 6 mois à partir de mars-avril 2025, pour réaliser au travers d'un stage dont les objectifs seraient cette mise à niveau cités ci-dessus.

Les agents du service environnement participeront à l'encadrement du stage et aux échanges inter-réserves coordonnés par la région. Le financement du stage se fera dans le cadre de la dotation pour le fonctionnement annuel de la réserve. La rémunération d'un stagiaire sur une durée de 6 mois (850 heures) correspond à 3 700 €.

Le travail sera mené en concertation avec les acteurs du territoire (Tourisme Côte des Légendes, professionnels du tourisme, association STREJOU GLAZ, FFRP, usagers, Conservatoire du littoral, etc.).

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal *par 12 voix « pour », par 2 voix contre (Gwendoline VLAEMYNCK et Jean-Yves ROUDAUT) et 1 abstention (Jean-Louis BONDU)* des suffrages exprimés,

Article 1 : Valide le projet de stage proposé et les objectifs de celui-ci,

Article 2 : Autorise Monsieur le maire à procéder au recrutement d'un stagiaire contractuel pour accompagner le service environnement dans l'élaboration de la stratégie d'accueil,

Article 3 : Autorise Monsieur le maire à solliciter toute aide, notamment auprès du Conseil régional.

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY
29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404018-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-04018

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 24 Octobre 2024

106ème congrès des maires de France

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire informe que l'association des Maires de France (AMF) organise son 106ème Congrès des Maires et des Présidents de Communautés de Communes de France du 19 au 21 novembre 2024 à Paris.

Ce congrès, lieu d'informations, de formation et d'échanges, est un temps fort de la démocratie locale. C'est pourquoi, Monsieur le Maire souhaite que la commune y soit représentée.

Après avoir interrogé l'ensemble des élus, Mesdames Herveline CABON, Marie-Michelle LORGERE et Monsieur Jean-Louis BONDU ont émis le souhait de s'y rendre. La délégation d'élus sera complétée par Madame Nathalie DUPUY BERGE, directrice générale des services municipaux

Afin de permettre une bonne organisation, les élus seront hébergés du lundi 18 novembre au jeudi 21 novembre 2024, soit 3 nuitées.

DÉLIBERATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 15 voix « pour »,*

Article 1 : Décide de donner mandat spécial à Mesdames Herveline CABON, Marie-Michelle LORGERE, Monsieur Jean-Louis BONDU ainsi qu'à Monsieur Raphaël RAPIN pour participer au 106ème Congrès des Maires et des Présidents de Communautés de Communes, à Paris. Ce séjour se déroulera du 18 au 21 novembre 2024.

Article 2 : Décide d'autoriser le remboursement des frais de déplacement, de prendre en charge les frais inhérents à cette mission, sous réserve de la présentation d'un état de frais, conformément à l'article L 2123-18 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit la prise en charge des frais occasionnés lors de l'exécution de mandats spéciaux par les élus.

Article 3 : Décide que les frais d'hébergement sont remboursés en fonction des frais réellement engagés sous réserve de la production d'une facture acquittée. L'indemnité de nuitée est fixée à 140 € maximum.

Article 4 : Décide que l'indemnité forfaitaire de repas est fixée à 20 €, sous réserve de la production d'une facture.

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404018-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Article 5 : Décide que les frais de transport seront remboursés dans la limite du montant réellement engagé.

Article 6 : Décide que chaque élu présentera un état de frais, précisant notamment son identité, son itinéraire ainsi que les dates de départ et de retour, auquel il joindra les factures qu'il a acquittées.

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY
29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404019-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-04019

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 24 Octobre 2024

Participation en santé dans le cadre d'une procédure de labellisation

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire indique à l'assemblée que :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

Vu l'avis du comité technique paritaire en date du

Selon les dispositions de l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent. La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités.

Sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues ou vérifiée dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence.

Dans le domaine de la santé, après avoir recueilli l'avis du comité technique, la collectivité souhaite participer au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents choisissent de souscrire.

Le montant mensuel de la participation est fixé à **15€ par agent.**

Monsieur le Maire, rapporteur, entendu,

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404019-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 15 voix « pour »,*

Article 1 : Adopte la mise en place de participation en santé d'un montant de 15 € mensuel pour tous les agents de la collectivité (stagiaires, titulaires et contractuels) à compter du 1er novembre 2024.
Article 2 : Autorise Monsieur le maire à signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY
29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404020-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-04020

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres en exercice = 15
Présents = 13
Votants = 15

RÉUNION DU 24 Octobre 2024

Modification de la participation mensuelle en prévoyance

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire rappelle que Le contrat de prévoyance de Relyens (ex Sofaxis) propose les garanties suivantes :

- **incapacité temporaire** : elle permet, de combler le demi-traitement, à hauteur de 95 % de salaire net de l'agent,
- **rente invalidité** : elle correspond au versement d'une rente pour les agents dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions ou toutes fonctions, à la suite d'une maladie ou d'un accident de la vie privée, ou à la suite d'une maladie professionnelle ou d'un accident du travail.

En sus de ces garanties, les agents ont la possibilité de choisir des options facultatives :

- **minoration de la retraite** : elle compense la perte de retraite due à une invalidité survenue avant 62 ans,
- **décès** : il s'agit d'un capital décès versé aux ayants droit de l'assuré,
- **rente éducation** : prévue pour pourvoir aux besoins financiers, dans le cadre de leurs études, du ou des enfants de l'assuré décédé.

Considérant que par délibération en date du 6 décembre 2018, la ville de Guissény à adhérer à la convention de participation telle que mise en œuvre par le centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère (CDG29),
Considérant que les modalités de versement de la participation de la collectivité restent inchangées, (délibération CM14-08005 du 2 octobre 2014),
Considérant qu'à compter du 1er janvier 2025, le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 qui fixe les conditions minimales de couverture et les obligations de financement des employeurs publics dans le cadre de la protection sociale complémentaire de leurs agents (fonctionnaires, titulaires et stagiaires, agents contractuels de droit public et privé), les collectivités ont l'obligation de mettre en place une participation prévoyance d'un montant minimum de 7€/mois/agent (correspondant à 20% d'un montant de référence de 35 € pour le risque prévoyance)
Considérant que la participation actuelle de la commune 2.50 €/agent/mois est inférieure au montant minimum stipulé dans le décret,
Considérant qu'au regard de ce qui est pratiqué dans d'autres collectivités, notamment à la Communauté de Communes de Lesneven Côte des légendes, il convient de revoir le montant de la participation de la collectivité,

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404020-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Considérant qu'en matière de prévoyance, le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 impose un socle de garantie minimal qui renforce considérablement la couverture sociale des agents, tout en rendant la souscription plus attractive grâce à la participation obligatoire des collectivités.
Considérant la volonté de la collectivité de permettre aux agents de financer leur cotisation en prévoyance,

Monsieur le Maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 15 voix « pour »,*

Article 1 : approuve l'augmentation de la participation agent à 15 €/mois/agent à compter du 1/11/24.

Article 2 : autorise Monsieur le Maire à signer l'ensemble des actes et décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY
29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404021-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-04021

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 24 Octobre 2024

Mise à disposition d'un agent technique et/ou du matériel a la commune de Saint-FRÉGANT

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire indique, informe que la commune de Saint FREGANT afin de mutualiser les services techniques des communes de Guissény et de Saint FRÉGANT, sollicite la commune pour une mise à disposition d'agent technique à raison de 10 jours par an et/ou de matériel public pour 20 heures par an, conformément à l'article 1 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relative à la mise à disposition.

La commune de Saint FRÉGANT propose en contrepartie, de mettre à la disposition de la commune de Guissény, un agent technique à raison de 10 jours par an.

La commune de Saint FRÉGANT peut également solliciter un prêt de matériel technique communal pour une durée de 20h/an, en contrepartie la commune de Saint FRÉGANT, met à disposition de la commune de Guissény, un agent technique polyvalent, 10 jours / an.

Ces mises à disposition n'entraineront pas remboursement de la part de la commune d'accueil, et de la commune d'origine.

Il est proposé à l'assemblée la mise à disposition à compter du 25 octobre 2024 pour une durée de 3 ans, pour y exercer, à raison d'un forfait annuel de 10 jours maximum, les fonctions d'agent technique polyvalent.

Ces dispositions seront incluses dans la convention de mise à disposition établie entre la commune de Guissény et la commune de Saint FRÉGANT.

Monsieur le Maire, rapporteur entendu,

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404021-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 15 voix « pour »,*

Article 1 : Adopte la proposition ci-dessus

Article 2 : Autorise Monsieur le maire à signer la convention de mise à disposition et toutes les pièces nécessaires au bon déroulement de cette mise à disposition

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY
29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2021
ID : 029-212900773-20241024-CM2404021-DE

26 JUIN 2024 619

Mairie de Guissény
Guissény
Gwiseni

COMMUNE DE SAINT-FRÉGANT

COMMUNE DE GUISSÉNY

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION

Personnel technique

Entre

La commune de Saint-Frégant représentée par Cécile GALLIOU, Maire, d'une part (collectivité d'origine) conformément à la délibération n°2024/28 en date du 20/6/2024

et

La commune de Guissény représentée par Raphaël RAPIN, Maire, d'autre part (collectivité d'accueil) conformément à la délibération n° .....

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, notamment les articles 61 à 63,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition

La collectivité d'origine met à la disposition de la collectivité d'accueil, Monsieur Patrick JAFFRES sur la base d'un forfait de 10 jours par an maximum, pour exercer les fonctions d'agent de maîtrise principal.
La mise à disposition débute le 1er octobre 2024, pour une durée de 3 ans (renouvelable).

Article 2 : Conditions d'emploi

Le travail de l'agent mis à disposition est organisé conjointement par les deux communes suivant la nécessité des travaux sauf tâches urgentes ou travaux exceptionnels (inhumation, ...) dans la collectivité d'origine.
La situation administrative et les décisions (avancements, octroi de temps partiel, congés maladie, congé de formation) de Monsieur Patrick JAFFRES relèvent de la collectivité d'origine.

Article 3 : Rémunération

La collectivité d'origine versera à Monsieur Patrick JAFFRES la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liées à l'emploi). En dehors des remboursements de frais, l'intéressé ne pourra prétendre à aucun complément de rémunération.

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2021
ID : 029-212900773-20241024-CM2404021-DE

Article 4 : Engagement de la collectivité d'accueil

La collectivité d'accueil s'engage en contrepartie, à mettre à disposition un agent technique, 10 jours/an et/ou du matériel technique (tracteur, outils, ...) pour 20 heures / an.

Article 5 : Forfait de mise à disposition non utilisé dans sa totalité

Aucune rémunération n'interviendra si le forfait annuel n'a pas été entièrement utilisé par les 2 parties.

Article 5 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, à l'initiative de l'administration d'origine ou de l'organisme d'accueil.

Article 6 : Contentieux

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif de Rennes.

Article 7 : Arrêté de mise à disposition

La présente convention sera annexée à l'arrêté de mise à disposition individuel pris pour les agents concernés et est transmise avant signature dans des conditions leur permettant d'exprimer leur accord.

Fait à Saint-Frégant
Le 26/6/2024

La collectivité d'origine **Cécile GALLIOU,** **Maire de SAINT-FRÉGANT**	La collectivité d'accueil **Raphaël RAPIN** **Maire de GUISSÉNY**

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404022-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-04022

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 14

RÉUNION DU 24 Octobre 2024

Fixation du tarif de vente à l'ADMR d'un terrain du lotissement Noguel 1

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Laurence GUERINET étant concernée personnellement, a quitté la salle et n'a pas participé au débat ni au vote.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire informe, que L'article L.2241-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que : « Le conseil municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune, sous réserve, s'il s'agit de biens appartenant à une section de commune, des dispositions des articles L. 2411-1 à L. 2411-19. »

Considérant que le projet de micro-crèche associative porté par l'ADMR a été acté en conseil municipal du 21 septembre 2023 et que la collectivité a été sollicité par l'ADMR pour l'acquisition du terrain d'une superficie de 883 m² nécessaire pour la construction de la micro-crèche.

Il convient donc de déterminer le prix de vente au m². La vente est effectuée sous condition que ce qui est réalisé sur le terrain est à l'usage de service de type micro-crèche ou maison médicale.

Monsieur le Maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 14 voix « pour »,*

Article 1 : accepte de fixer le prix de vente du terrain au NOGUEL 1 au prix de 25 € le m²

Article 2 : autorise Monsieur le Maire à signer les actes de vente ainsi que toutes les pièces nécessaires pour la vente auprès de l'ADMR

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404023-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Guissény Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-04023

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 24 Octobre 2024

Adhésion étude fiscale

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire informe, que la Communauté de Communes de Lesneven Côte des Légendes propose aux collectivités la mise en place d'un groupement de commande permettant de contractualiser avec un prestataire en charge de la mise à jour des bases de fiscalité locale. Ce travail effectué par le prestaire retenu permettra à la commune de faire des économies.

Coordonnateur du groupement

La mission de coordination du groupement est confiée à Communauté Lesneven Côte des Légendes (CLCL). Etant précisé que la CLCL ne commandera pas de prestation mais assure la coordination de l'attribution du groupement pour le compte de ses communes membres (principe dit du « coordonnateur sans compétence »).

Les membres concernés par le présent groupement de commande au titre de l'article 7 de la convention de groupement de commande permanent sont les suivants : Communauté Lesneven Côte des Légendes, Le Folgoët, Goulven, Guissény, Kerlouan, Kernilis, Kernouës, Lanarvily, Lesneven, Ploudaniel, Plouider, Plounéour-Brignogan-plages, Saint-Frégant, Saint-Méen, Trégarantec.

Missions confiées au coordonnateur

La mission ne comprend que les éléments de base prévus à l'article 4.1 de la convention de groupement (c'est-à-dire que le groupement s'arrête une fois le contrat notifié au prestataire et que chacun exécute sa part).

Caractéristiques du contrat

Type de procédure : Procédure sans publicité ni mise en concurrence

Forme du contrat : marché, passé à prix forfaitaire

Allotissement : Aucun

Durée : 4 ans

Envoyé en préfecture le 31/10/2024
Reçu en préfecture le 31/10/2024
Publié le 31/10/2024
ID : 029-212900773-20241024-CM2404023-DE

Date de mise en ligne : 31/10/2024

Montants minimum et maximum TTC sur lesquels s'engage la collectivité :

Nom de la commune	Coût logiciel Cmagic	Coût accompagnement	Total
Le Folgoët	964,29 €	648,69 €	1 612,97 €
Goulven	964,29 €	87,61 €	1 051,89 €
Guissény	964,29 €	395,79 €	1 360,08 €
Kerlouan	964,29 €	407,47 €	1 371,76 €
Kernilis	964,29 €	282,49 €	1 246,77 €
Kernouës	964,29 €	132,00 €	1096,28 €
Lanarvily	964,29 €	81,96 €	1 046,25 €
Lesneven	964,29 €	1 476,28 €	2 440,57 €
Ploudaniel	964,29 €	757,32 €	1 721,60 €
Plouider	964,29 €	362,11 €	1 326,40 €
Plounéour-Brignogan- Plages	964,29 €	388,00 €	1 352,29 €
Saint-Frégant	964,29 €	169,37 €	1 133,66 €
Saint-Méen	964,29 €	186,70 €	1 150,99 €
Trégarantec	964,29 €	124,21 €	1 088,49 €
	13 500,00 €	**5 500,00 €**	**19 000,00 €**

Monsieur le Maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 15 voix « pour »,*

Article 1 : approuve la mise en place par la CLCL d'un groupement de commande permettant de contractualiser avec un prestataire en charge de la mise à jour des bases de fiscalité locale

Article 2 : autorise Monsieur le Maire, à signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

À Guissény, le 24 octobre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY
29880

Le secrétaire de séance
Valérie NIVEZ

Date de mise en ligne : 31/10/2024 Date d'affichage : 31/10/2024

Guissény Gwiseni
Finistère Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°ADCM/24-04

Date d'envoi de la convocation : **18 octobre 2024**

Nombre de membres en exercice = 15
Présents = 13

RÉUNION DU 24 octobre 2024
Affaires diverses

L'an deux mille vingt-quatre, le-vingt-quatre octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Gérard LE GUEN donnant procuration à Herveline CABON et Gwendoline VLAEMYNCK donnant procuration à Jean-Yves ROUDAUT,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Valérie NIVEZ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

SCOT : *L'élaboration du futur Schéma de Cohérence Territorial est en cours de finalisation. Celui-ci pourrait être validé par les élus du Pays de BREST courant février 2025. Dans le cadre de la concertation, des réunions de présentation sont programmées :*

- ✓ *Vendredi 20 décembre -* ***salle Le Trimaran à Loperhet,***
- ✓ *Mardi 7 janvier - salle Marcel Bouguen à Plabennec,*
- ✓ *Mercredi 8 janvier -* ***salle des Fêtes à Châteaulin,***

salles à confirmer.

Référent déontologie : *Il est rappelé que les élus ont la possibilité de solliciter la référente déontologue, Madame Corinne HERVÉ. Cependant la demande doit être formulée auprès de Madame la directrice des services, Madame DUPUY BERGE, afin que la commune puisse prendre en charge les frais.*

Atteinte à l'environnement : *Par la délibération N°CM/24-03005 du conseil du 4 juillet 2024, nous avons accepté de porter les travaux de renaturation de l'allée des mésanges pour le compte du Conservatoire National du Littoral et avions sollicité un cofinancement de l'État via les fonds vert. L'État a annoncé l'attribution une aide plafonnée à 76 723 €. Dans le cadre des travaux, deux offres ont été remises et sont en cours d'analyse. Les travaux pourraient démarrer bientôt.*

Le prochain conseil municipal est annoncé pour le 19 décembre 2024

L'ordre du jour étant épuisé, clôture de la séance à 22h00.
À Guissény, le 24 octobre 2024,

Pour extrait conforme au registre,
Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880